



RAPPORT NARRATIF FINAL
Projet AGEFO-Baka
(ENV/2006/114-075)
Période d'exécution 1^{er} Janv. 2007 au 31 Déc. 2009

Mise en œuvre par la CTB – AGENCE BELGE DE DEVELOPPEMENT
en partenariat avec INADES Formation

TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations	3
1. Description	4
2. Evaluation de la mise en oeuvre des activités de l'Action	4
2.1. Résumé de l'Action	4
2.2. Activités et résultats : cf. tableau 1 sur le niveau de réalisation des activités selon le canevas du cadre logique.	9
2.3. Evaluation du degré d'atteinte de l'objectif spécifique et des résultats attendus	26
a. Par rapport à l'intégration des populations pygmées Baka dans la gestion durable des forêts (objectif spécifique)	26
b. Par rapport à la reconnaissance, à la citoyenneté, à la sécurisation foncière des Bakas (résultat 1)	29
c. Par rapport à l'accès des populations aux ressources forestières (résultat 2)	31
d. Par rapport à l'intégration économique équitable des populations pygmées (résultat 3)	34
e. Par rapport au renforcement des compétences des Organisations Intermédiaires et autres acteurs importants (résultat 4)	38
2.4. Appréciation du déroulement de la mise en œuvre de l'Action	42
2.5. Apport de l'Action pour les bénéficiaires et les groupes cibles	43
2.6. Documents produits pendant l'action	45
2.7. Liste de tous les contrats dépassant 5000 Euros qui ont été attribués pour la mise en œuvre de l'Action (avec indication pour chacun d'eux du montant, de la procédure d'attribution suivie et du nom du cocontractant)	46
2.8. Activités de suivi à la fin de la période de mise en œuvre de l'Action et mécanismes de durabilité	47
2.9. Actions transversales comme les droits de l'homme, l'égalité du genre, la démocratie, la bonne gouvernance, les droits des enfants et des peuples indigènes, la gestion durable de l'environnement et la lutte contre le VIH/SIDA	48
2.10. Mécanismes de Suivi et Evaluation de l'Action	48
2.11. Leçons apprises/capitalisation	54
3. Partenaires et autres collaborations	55
3.1. Relations entre les partenaires formels de l'Action	55
3.2. Perspectives de ces partenariats	55
3.3. Relations développées avec les autorités étatiques et influences sur l'Action	58
3.4. Liens développés avec d'autres acteurs	58
3.5. Liens développés avec d'autres actions	59
3.6. Si votre Organisation avait déjà reçu une subvention de la CE en vue de soutenir le même groupe cible, dans quelle mesure cette Action a bâti sur ou compléter l'Action précédente	59
3.7. Coopération avec les autorités contractantes	59
4. Visibilité	61
Liste des annexes	61

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABAGUENI	Cherchons (en Baka)
ABAPY	Association Baka Pygmée
ABAWONI	Changeons (en Baka)
ADEBAKA	Association pour le Développement des Baka
AG	Assemblée Générale
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AGEFO-BAKA	Action de Gestion durable des Forêts en intégrant les populations pygmées BAKA
AM	Acte de Mariage
AN	Acte de Naissance
CED	Centre pour l'Environnement et la Développement
CNI	Carte Nationale d'Identité
COCTRAM	Conseil des Chefs Traditionnels de l'Arrondissement de Mintom
CPF	Comité Paysan Forêt
CTB	Coopération Technique Belge
DDAS	Délégation Départementale des Affaires Sociales
DDFF	Délégation Départementale des Forêt et de la Faune
DTF	Document Technique et Financier
ECOFAC	Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale
FC	Forêt Communautaire
GIC	Groupe d'Initiative Commune
GPRF	Gestion Partagée des Ressources Forestières
ICRAF	International Center for Research in Agroforestry
IFC	INADES FORMATION CAMEROUN
MINFOF	Ministère des Forêts & de la Faune
MIP	Micro Projet
OEC	Officier d'Etat Civil
OI	Organisation Intermédiaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PFNL	Produit Forestier Non-Ligneux
PM	Premier Ministre
PP	Populations Pygmées
PV	Procès Verbal
RACOPY	Réseau Recherche Actions Concertées Pygmée
RBD	Réserve de la Biosphère du Dja
RC	Relais Centraux
RP	Relais Périphériques
RFA	Redevance Forestière Annuelle
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat
SIM	Système d'Information des Marchés
SNV	Service Néerlandais de Développement
TDR	Terme De Référence
TRIDOM	Trinationale Dja Odzala Minkebe
UFA	Unité Forestière d'Aménagement
UCP	Unité de Coordination du Projet
WWF	World Wildlife Fund for Nature
ZICGC	Zone d'Intérêt Cynégétique à Gestion Communautaire

1. DESCRIPTION

- 1.1. Nom du bénéficiaire de la subvention: Coopération Technique Belge (CTB)
- 1.2. Nom et qualité de la personne contact : Sven Huysen, Représentant Résident
- 1.3. Nom des partenaires de l'Action:
 - INADES FORMATION CAMEROUN
 - SNV
 - ICRAF
- 1.4. Titre de l'Action : « Action de Gestion Durable des Forêts en Intégrant des Populations Pygmées Baka (AGEFO-Baka) »
- 1.5. Numéro du contrat: Actions externes de la Communauté Européenne ENV/2006/114-075
- 1.6. Date de début et de fin de l'action: Du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2009
- 1.7. Pays cible ou région(s): Bassin du Congo, Sud de la Réserve de Biosphère du Dja, Cameroun
- 1.8. Groupes cibles: Populations pygmées Baka
- 1.9. Bénéficiaires finaux : Communautés Baka et Bantu riveraines des forêts au sud de la Réserve de la Biosphère du Dja
- 1.10. Pays où l'activité s'est déroulée: Cameroun

2. EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITES DE L'ACTION

2.1. Résumé de l'Action

Objectif général : Une gestion durable des ressources et des espaces forestiers du Bassin du Congo est assurée

Objectif spécifique : la contribution des Populations Pygmées à une gestion des forêts tropicales au sud de la Réserve de faune du Dja dans le respect des principes du Développement Durable est renforcée.

Spécificités du contexte dans lequel s'est inscrite l'Action : projet très ambitieux devant se dérouler dans un contexte difficile :

(a) contexte institutionnel imprécis : pas de mécanismes clairs déjà définis dans l'atteinte de certains résultats intermédiaires à l'exemple de la délimitation des terres pour les Baka, la mise en place des chefferies des communautés Baka, la participation effective et spécifique des populations pygmées dans la gestion de la Redevance Forestière Annuelle (RFA) ;

(b) contexte sociologique complexe: population cible qui requiert une approche laborieuse, avec des aspects culturels complexes, une certaine inadéquation entre la demande de la cible et les objectifs du projet : la population cible aurait souhaité la prise en compte de certains aspects de leur demande tels que l'éducation, la santé ou la mise en place des infrastructures ;

(c) contexte temporel limité : 3 ans au total mais avec 6-9 mois d'implantation, une mise en place plus longue que prévue des partenariats locaux indispensables, résultant en environ 2 années de travail effectif ;

(d) contexte historique/local d'expériences antérieures avec un goût amer de promesses non tenues par des projets qui ont connu des échecs.

Face à cet environnement décrit ci-dessus, l'Unité de Coordination du Projet (UCP) a adopté une approche basée sur les orientations suivantes:

- (1) s'adapter au contexte tout en gardant les objectifs du projet,
- (2) tirer profit des opportunités,
- (3) développer des processus et des initiatives dans le temps réel d'exécution,
- (4) asseoir un partenariat adéquat, élargi et bien intégré dans les activités du projet,
- (5) enfin négocier avec les partenaires une poursuite des acquis du projet afin d'assurer une consolidation vers les 2 axes de l'objectif et des 4 résultats intermédiaires, à savoir : a) contribuer à la gestion durable des forêts avec une participation effective des Baka (résultats 1, 2, 3 & 4) ; b) promouvoir le développement socio-économique des populations Baka de la zone du projet (résultats 2, 3).

Quelques réalisations et acquis de l'Action :

a. Contribuer à la gestion durable des forêts avec une participation effective des populations pygmées Baka

Comme préalable essentiel à la participation des Baka à l'atteinte de l'objectif spécifique, il a été utile de mettre en place les conditions cadres pour une reconnaissance des populations pygmées comme des interlocuteurs valables capables de participer à la gestion des forêts. Ceci a été le fruit de discussions avec les partenaires locaux lors de 2 ateliers, celui du lancement du projet en avril 2007 et l'autre sur la politique forestière du Cameroun en juin 2007 : avoir la terre, être citoyen par la possession des pièces officielles et la reconnaissance des villages avec les chefferies de communauté Baka ; en somme le contenu du 1^{er} résultat intermédiaire.

La délimitation des terres des villages Baka

Le classement des UFA du département du Dja & Lobo, organisé par le MINFOF a permis de poser le problème des terres pour les populations pygmées de la zone du projet ; les partenaires locaux (autorités administratives, communales et traditionnelles ; les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE) concernés) et les populations Baka se sont impliqués activement aux activités de zonage avec l'appui logistique et technique du projet. Ceci a abouti à un consensus de délimitation des 36 villages Baka entre les Bantu et les Baka. Les Procès Verbaux (PV) et les cartes ainsi élaborés ont servi de socle pour la cartographie des ressources pour les 36 villages (zone d'habitation, zone de plantation, zone de rites et zone de collecte des ressources dans les UFA).

L'obtention des pièces officielles pour les communautés Baka

Les discussions lors des rencontres trimestrielles de suivi des activités avec les partenaires locaux et d'exécution ont contribué à définir les étapes essentielles pour l'établissement des pièces officielles (Acte de Mariage, Carte Nationale d'Identité, Acte de Naissance) suite à un recensement des besoins dans les villages : les relais ont été reconnus comme agents collecteurs des informations vers les Officier d'Etat Civil (OEC) et l'UCP, ils ont été formés par les responsables communaux pour harmoniser les informations à collecter, la mobilisation vers les services d'identification et de délivrance des pièces a été l'œuvre des associations Baka avec l'appui logistique propre et du projet. A date, les mairies de Djoum et Mintom ont accepté le principe d'étendre le travail des relais-agents collecteurs, aux villages Bantu pour faciliter l'obtention des pièces officielles non pas seulement pour les Baka mais également pour les voisins Bantu

La mise en place des chefferies des communautés Baka

La communauté des Kaka, une minorité localisée à coté du village Bantu de Yen, jouit d'une Chefferie de troisième degré. L'étude de ce cas devait servir d'exemple pour les communautés Baka toutefois les conclusions indiquaient un processus long, au-delà de 5

ans. L'initiative prise par le chef de canton de Mintom d'établir des chefs de communauté pour les villages Baka a été saisie comme une opportunité, acceptée par tous les partenaires comme consensus dans la zone du projet. Le chef de canton a servi de personne ressource et le projet a accompagné par des moyens logistiques et techniques la mise sur pied de 13 chefferies de communautés Baka à Mintom, le canevas a servi également pour les 5 chefs du canton Zamane à Djoum, le processus se poursuit à une vitesse plus lente dans les cantons Bulu et Fang.

La participation effective des Baka dans la gestion partagée des ressources forestières

Des séances de travail et échanges avec la Délégation Départementale des Forêt et de la Faune (DDFF) du Dja et Lobo et le Service de Conservation de la RBD pour la recherche de la forme d'entité juridique adaptée en vue d'une participation des Baka à la gestion des ressources forestières ont donné comme consensus entre les 2 parties que les Comités Paysans Forêts (CPF) sont la forme la plus appropriée de gestion partagée des ressources forestières, agents de liaison entre toutes les parties prenantes de la gestion de la forêt et les communautés pygmées Baka de la zone du projet. L'UCP en collaboration avec certains partenaires (la DDFF du Dja & Lobo, le Service de Conservation de la Réserve de la Biosphère du Dja (RBD), WWF, la SFID) s'est ainsi engagé dans la mise en place des CPF, et leur accompagnement en matière de structuration, fonctionnement, connaissance de la politique forestière au Cameroun afin de les préparer à jouer leur rôle d'interlocuteur des communautés Baka face à toutes les parties prenantes dans la gestion des forêts (exploitants forestiers, programmes comme ECOFAC et WWF, safaris touristiques, projets industriels comme CAMIRON, etc.).

L'accompagnement offert par ICRAF dans le domaine de la domestication des plants et la mise en place de pépinières écoles, le suivi des CPF par ICRAF et par la cellule d'aménagement de la SFID (présence de 2 Baka et recrutement de l'agent de suivi des CPF) permettent d'envisager une poursuite harmonieuse des plans d'actions des CPF (sensibilisation des communautés sur les droits et devoirs des populations riveraines des forêts, lutte contre le braconnage, potentiels fournisseurs de plants sélectionnés pour les exploitants forestiers en vue de la régénération forestière dans les plans d'aménagement, guides touristiques pour les safaris...etc.)

Partage plus équitable des revenus issus de la Redevance Forestière Annuelle (RFA)

Le principe d'attribution chaque année d'une part spécifique de la RFA pour les communautés Baka été accepté par les 3 communes sans toutefois parvenir à la signature d'un document de convention.

Le consensus dégagé lors des négociations avec les autorités locales a été de présenter des Micros Projets (MIP) comme mécanismes d'affectation de la RFA pour les communautés Baka. Fort de ces décisions, l'UCP a accompagné les villages dans l'élaboration participative des MIP avec une réponse encourageante de la commune de Djoum qui a dégagé en 2008 5 millions de francs CFA pour l'amélioration de l'habitat dans 7 villages (3 cases en bois avec toiture en tôles/village actuellement en construction) ; elle s'est engagée à poursuivre cette initiative annuellement en fonction des besoins exprimés par les communautés.

A Mintom, il est prévu la construction de 5 puits pour les 5/9 villages Baka identifiés. La disponibilité des fonds est encore attendue.

A Oveng, un MIP sur l'élevage des aulacodes (domestication des porcs épic) a été élaboré sans mise en œuvre à ce stade par manque de fonds.

Les discussions n'ont pas abouti sur l'institutionnalisation des principes ci-dessus. La présence du partenaire INADES FORMATION dans la zone jusqu'en 2012 permet d'espérer des consolidations significatives sur ce processus.

b. Promouvoir le développement socio-économique des populations Baka de la zone du projet à travers l'intégration effective de ces communautés aux filières de commercialisation des produits agricoles ou tirés de la forêt

Il s'agissait de développer des opportunités d'accès à des revenus et assurer la pérennisation de ces sources de revenus pour la satisfaction des besoins essentiels de la population Pygmée. Cette intégration des Baka a été l'une des principales réponses du projet pour réduire la différence économique entre les 2 communautés riveraines. Elle a consisté essentiellement à :

Le renforcement des capacités des associations sur : a) l'approche filière : formation sur la connaissance de la filière des PFNL (les acteurs et leur rôle) ; b) la gestion administrative et financière simplifiée ; c) les techniques de production, transformation, normes de qualité et conservation des PFNL (ndo'o, Ebaïye, Koutou, njangsan) ; d) l'implication des producteurs Baka et Bantu dans le Système d'Information des Marchés (SIM) des PFNL pour faciliter l'accès équitable au marché ; e) les techniques de vente groupée des PFNL ; appui à l'élaboration de documents outils de suivi/évaluation de la campagne, de planification des campagnes ; f) la mécanisation de la production/transformation de la mangue sauvage (introduction d'une machine à fendre).

L'organisation de 5 ventes groupées de PFNL par les 4 associations Baka appuyées par un fonds de roulement de 6 millions de francs CFA par le projet.

Il est important de noter que la commercialisation des PFNL a entraîné une amélioration du cadre de vie des populations Baka et Bantou notamment, à travers leur capacité de subvenir aux besoins quotidiens des ménages. Cette activité commerciale a également eu le mérite d'introduire chez ces populations des notions nouvelles nécessaires à leur épanouissement et à une meilleure insertion sociale, telles la scolarisation des enfants, la citoyenneté, la pratique de l'épargne et les soins modernes de santé (étude sur l'analyse de la réglementation concernant la commercialisation des PFNL).

Effet de ces activités sur la relation entre les 2 communautés : au début du projet, il était clairement établi que le rôle des pygmées dans la filière se limitait juste à la récolte des produits en forêt. Le niveau de connaissances que les pygmées Baka ont de la filière des produits forestiers non ligneux (PFNL) à ce jour et les contacts permanents avec les différents marchés des PFNL pour la vente des produits leurs donnent une position privilégiée aux yeux de leurs voisins Bantous. 2 Relais Périphériques Baka sont identifiés comme « formateurs endogènes » par l'ONG locale FONJAK dans le rôle de formateur/animateur pour le renforcement des capacités des communautés Baka et Bantu pour les filières ndo'o et njangsan.

La commercialisation a eu plusieurs effets sur les rapports entre les deux communautés, tels : l'admiration de l'émancipation des Baka par les Bantu, le rapprochement des deux communautés à travers les ventes groupées et l'interdépendance des deux communautés. Elle a ainsi clairement apporté une contribution positive à l'émancipation des Baka et à l'amélioration des relations entre ces deux communautés.

c. Améliorer les compétences des organisations intermédiaires à renforcer les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des populations Pygmées

L'étude de base de mars '07 a révélé un déficit d'organisations locales suffisamment expérimentées dans l'accompagnement des communautés Baka. Pour y répondre, l'Action a développé plusieurs initiatives :

- Appui à la reconnaissance de trois (03) associations et sept (07) Comités Paysans Forêts comme Organisations Intermédiaires Baka, tel que validé par le 4ème Comité de Pilotage tenu le 05 Novembre 2008 ; choix culturellement plus acceptable et découlant d'une demande exprimée par les communautés lors des descentes dans les villages ; « pour la 1^{ère} fois nous avons des associations qui nous représentent, ce que les projets nous donnent ne va plus disparaître, disent les communautés »
- Formation (deux (2) sessions) en Méthodes d'Approches Participatives des Populations Pygmées (Mapapy) au profit des agents de l'Etat, autorités traditionnelles et religieuses, associations Baka respectivement à Djoum et Mintom (participation des responsables d'Oveng à la formation de Mintom). Ces formations ont été organisées avec l'appui technique d'INADES FORMATION.
- Voyages d'échanges (4) organisés entre les associations ABAGUENI et ABAWONI, ADEBAKA et les associations existantes dans la province de l'Est (Lomié et Abong Mbang). La Directrice de l'association CADDAP d'Abong Mbang s'est dite prête à effectuer un voyage de travail à Djoum et à Mintom Baka, dans le but de promouvoir le travail en groupe, la scolarisation des enfants, la recherche du bien être individuel et collectif. Les visiteurs se sont engagés à oser des initiatives dans leur village respectif au regard de l'expérience de Missoumé.
- Echange d'expériences avec l'association Mboscuda à Djoum et à Bamenda avec le financement du BIT (projet sur les Peuples Autochtones et Traditionnels) : la rencontre entre les deux communautés (Baka et Mbororos) a laissé entrevoir que les problèmes auxquels ils sont confrontés sont presque les mêmes et qu'il reste beaucoup à faire pour arriver à un épanouissement total vis-à-vis de leurs voisins ; les Baka de Djoum & Mintom ont été challengés par les Mbororos dont le niveau d'éducation a facilité leur organisation et leur positionnement dans la société ; bien que les questions foncières aient déjà trouvé un début de solution à Djoum, ce n'est pas le cas pour les autres pygmées de la province de l'Est et de l'Océan. Chez les Mbororos la question est la même et le dialogue intercommunautaire est à promouvoir ; la richesse de cette rencontre et les liens qui se sont créés entre les Baka et les Mbororos vont sûrement renforcer la défense des droits des peuples indigènes et tribaux du Cameroun avec l'appui du BIT.
- Tenue de réunions périodiques (4 réunions trimestrielles) avec les partenaires locaux (ONGs, Services Déconcentrés de l'Etat, administration traditionnelle Bantu et Baka, secteur privé (SFID, Cam Iron).
- Adhésion et participation à 05 Assemblées Générales du Réseau Recherche Action Concertée Pygmée (Racopy) ; AGEFO a organisé la 32^{ème} Assemblée Générale en Juin 2009.
- Création de 2 plates formes de développement de l'arrondissement (respectivement à Djoum et à Mintom) et appui à l'élaboration de leur feuille de route (4 réunions de travail pour chacune de plate forme) ; les 2 plates formes disposent de documents de planification stratégique et leur légalisation préfectorale est en cours. Le renforcement de la plate forme d'Oveng est assuré avec l'appui du PDPP. Le défi est de les rendre toutes fonctionnelles comme des fora de prise de décision pour le développement au sein desquels les besoins spécifiques des populations pygmées sont effectivement négociés et financés.
- Organisation d'ateliers d'imprégnation des infirmiers, des RC et RP à l'utilisation de la boîte à images sur la citoyenneté et les IST/VIH/SIDA par INADES. Organisation

des activités de prévention sur les IST/VIH/SIDA/TB dans les villages Baka par les infirmiers des centres de santé catholiques d'Abing et Zoulabot en 2008 & 2009 respectivement

Quelques signes prometteurs : un début d'organisation des populations pygmées autour des associations et des Comités Paysans Forêts est de plus en plus visible dans les villages. Les enseignements reçus commencent à être appliqués. L'exemple de la construction d'une pépinière de domestication des arbres par le relais périphérique d'Akoneche est un cas école, un autre Relais Périphériques (RP) a choisi la pépinière d'agro forêts comme Activité Génératrice de Revenu (AGR).

2.2. Activités et résultats :

cf. tableau 1 sur le niveau de réalisation des activités selon le canevas du cadre logique.

Tableau 1 : Evaluation du niveau de réalisation des activités prévues dans le DTF

Période d'exécution: de janvier 2007 à décembre 2009

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
A000	Initialisation du projet: Etude de base dans les 3 arrondissements de Djoum, Mintom & Oveng, suite à l'analyse du DTF						Par l'UCP du 12-20 mars 2007: les données de base ont été collectées dans les villages Baka; les résultats ont été rapprochés des indicateurs du DTF pour une approche efficace dans la mise en œuvre des activités; la définition des critères de choix des villages pour les actions spécifiques (reconnaissance des territoires, reconnaissance des chefferies de communauté,...) a été facilité. Une liste de 36 villages pilotes dans lesquels le projet interviendra a été produite. Les stratégies d'intervention: Relais Centraux, Relais Périphériques, sécurisation foncière, plateforme de concertation, micro-projets, renforcement des capacités à la base ont été adoptés
	Etude de cas de la chefferie Kaka de Kobi						Les Kakas sont une minorité dans l'arrondissement de Djoum ; ils ont réussi à avoir une chefferie de 3ème degré. l'UCP pensait qu'elle peut servir d'exemple pour les villages Bakas, ceci avant l'initiative du chef de canton de Mintom
	Dénombrement des Baka de la zone de l'action d'AGEFO						En fin 2007, 1805 Baka ont été recensés, dont 562 enfants, 617 hommes, 626 femmes
	Actualisation des données de base dans les 36 villages						Document à l'annexe 1: 803 hommes, 769 femmes et 825 enfants pour un total de 2397 personnes en juillet 2009
A001	Validation du programme définitif						Lors du 1er comité de pilotage de mai 2007
	Organisation des comités de pilotage périodiques						Au total 6 rencontres : les 02 mai et 29 novembre 2007, 04 juin et 08 novembre 2008, 25 mars et 13 octobre 2009 selon les prévisions
	Evaluation à Mi-Parcours (EMP)						EMP : du 25 août au 03 sept 2008. Rapport final validé par le ResBen et la CTB Bruxelles. Document transmis à la DCE.
	Evaluation Finale						Du 25 sept. au 16 octobre 2009 ; rapport final disponible

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
	Mission d'appui et de suivi HQ: EST, IS, FIN						Missions: (1) Controlling (FIN) du 06-07 Avril '08 (Yaoundé, Sangmélina et Djoum). (2) EST du 07-12 Sept '08 et du 09-16 octobre '09 (Yaoundé, Sangmélina et Djoum). (3) IS du 22-30 mars '09 à Yaoundé, Sangmélina et Djoum
	Audits						4 sessions par le groupement 2AC Thomas Mouendé : organisationnel (mars '07), 2 audits financiers en avril '08 & avril '09. Dernier audit en cours (décembre '09). L'audit indépendant de la DCE aura lieu dès mi janvier '10.
Résultat 1: La sécurisation foncière des PP est assurée par l'amélioration des DD citoyens et par la reconnaissance des territoires fonciers de villages et des plantations							
A111	Education Civique à l'exercice des droits et devoirs citoyens						
	Confection de la boîte à images sur la citoyenneté						Elaboration et production d'1 boîte à images sur la citoyenneté d'une manière participative avec la contribution des 2 relais centraux et des 40 relais périphériques. Production de 50 copies qui ont été distribuées dans les 36 villages
	Imprégnation des relais centraux et périphériques						Sessions d'imprégnation par INADES en août '08 (Djoum) et octobre '08 (Mintom) : 2 RC & 40 RP ont suivi les sessions
	Sensibilisation & éducation dans les villages par les relais						Un recensement de 100 séances avec une moyenne de participation de 10 à 15 participants/séance soit au total environ 1300 participants
	Suivi de l'activité lors des supervisions mensuelles						Suivi régulier de l'activité d'octobre '08 à septembre '09 par les 4 équipes de supervision
A112	Mobilisation et Organisation des Populations Pygmées pour la délivrance des actes et pièces officielles par les autorités administratives						
	Identification & élaboration des étapes avec les partenaires locaux						Sensibilisation par les relais et l'UCP dans les villages, identification des besoins en pièces officielles dans les villages (relais & UCP)
	Négociation et mise en œuvre des étapes						Discussions avec les partenaires lors des rencontres trimestrielles, comités de pilotage et CTS: mise au point des étapes d'obtention des CNI et AN

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévués	Activités non prévués	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
	Organisation des populations pygmées						Identification par les villages de 12 agents collecteurs d'information, reconnaissance officielle par les sous-préfets, leur formation par les maires. Mobilisation des villages vers les services publics concernés par les 2 associations de relais
A113	Appui à la délivrance des actes et pièces officielles						Appui technique des services publics, appui logistique et financier du projet: au total 96 AN, 552 attestations d'état civil tenant lieu d'AN pour les adultes, 552 CNI par le projet et 469 par le PNDP soit 1.021 CNI pour un taux de couverture de 78,1%. Réduction du coût de la CNI de 13,4%. Sécurisation des pièces par plastification avant distribution dans les villages
A121	Sensibilisation et préparation des Populations Pygmées sur la sécurisation des territoires des villages et des plantations (le projet a saisi l'opportunité du classement des UFA dans le Dja & Lobo pour introduire le problème des terres pour les populations pygmées Baka de la zone)						
	Sensibilisation dans les villages						UCP: missions de sensibilisation et organisation des villages Baka et leurs leaders sur les enjeux du classement des UFA et la délimitation des terres pour les Baka (juillet '07) : tous les 36 villages de la zone du projet.
	Sensibilisation des relais lors des réunions mensuelles						Sensibilisation des relais périphériques de Djoum et Mintom pendant les réunions mensuelles (Juillet à Septembre).
	Sensibilisation mensuelle des villages par les relais						Sensibilisation des villages Baka sur le classement des UFA et les possibilités pour les Baka d'obtenir des terres qui leurs sont propres (juillet à septembre '07)
	Tournée de sensibilisation des bureaux des 2 associations (Abagueni & Abawoni)						Dans les villages Baka sur les enjeux du classement des UFA et les possibilités pour les Baka d'avoir des terres (septembre'07).

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
A122	Sensibilisation des chefferies Bantu, de la Société Civile, des autorités et des services décentralisés sur la nécessité de sécurisation des droits fonciers pour les villages et les plantations des Populations Pygmées: les autorités locales ont été mobilisées sur la nécessité de sécurisation des droits fonciers des villages et des plantations des populations pygmées						
	Descente de sensibilisation des Sous-préfets de Djoum & Mintom :						Le projet AGEFO-Baka a accompagné les responsables des services publics concernés dans chaque village Bantu et Baka des 2 arrondissements de Djoum et Mintom : les Chefs de poste forestier, le Chef service d'action sociale en charge des Baka de Djoum, le Chef service des affaires sociales: Djoum (sept.'07), Mintom (oct.'07)
	Rencontre au MINFOF entre les sous-préfets de Djoum, Mintom et AGEFO-Baka autour du Sous-directeur de la conservation au MINFOF pour la planification de la mission de sensibilisation sur le classement des UFA du Dja et Lobo.						Descente de la commission (sous-préfet, sous direction de la conservation, délégations provinciale et départementales des forêts et de la faune et AGEFO-Baka) de sensibilisation supervisée par le Sous-préfet de chaque arrondissement (oct.'07)
	Réunion de synthèse des missions de sensibilisation sur le classement et la délimitation des terres pour les Baka à Djoum & Mintom regroupant tous les chefs des villages Bantu et Baka autour des Sous-préfets.						Résultat du dialogue intercommunautaire: les espaces sont disponibles et il y a volonté de le partager, la volonté de respecter les Pygmées existe également.
	Tenue de la commission départementale du classement des forêts du Dja et Lobo à Sangmélima le 03 Oct. 2008						17 villages Baka démarqués à Djoum et 8 à Mintom: c'est-à-dire une zone d'habitation, une zone pour les activités agricoles et une zone pour la chasse et la collecte; les besoins en terre des Baka ont été pris en compte.
A123	Mobilisation de la Population Pygmées et accompagnement dans le processus de négociation et de délimitation des territoires des villages et des plantations						
	Mobilisation de la Population Pygmées et accompagnement dans le processus de négociation et de délimitation des territoires des villages et des plantations						Accompagnement de l'UCP dans: l'élaboration de PV de réunion à présenter à la commission départementale, identification des sites pour délimitation, information des villages par l'UCP et les relais sur les résultats des étapes

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
A124	Etablissement d'une cartographie de la zone du Projet						
A124	Etablissement d'une cartographie de la zone du Projet						Notification du cabinet EIC le 18 Août '08 et début de l'exécution le 01 Sept '08 pour la réalisation de 36 cartes de ressources. Les cartes sont disponibles et distribuées aux différentes autorités traditionnelles et administratives.
	Reconnaissance de chefs de communauté Pygmées Baka par les Bantus et les autorités administratives						
	Dans l'arrondissement de Mintom						Le chef de canton de Mintom avait démarré l'initiative dès le lancement du projet en 2007 par la reconnaissance de 4 chefs Baka; sous l'impulsion du projet, 12 autres chefs Baka ont été reconnus, soit un total de 16
	Dans l'arrondissement de Djoum						selon le même canevas qu'à Mintom, 5 chefs de communauté Baka reconnus dans le canton Zamane, processus en cours dans les cantons Fang & Bulu (9 chefs attendus)

Résultat 2: L'accès des PP aux RF est assuré par : (a) un partage effectif des recettes de la RFA et un investissement en développement communautaire et services de base, (b) la légalisation des formes organisationnelles appropriées de GPRF & des droits coutumiers garantissant la durabilité de la gestion

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	% réalisation par RI	Output/Observations
A211	Sensibilisation des PP et PB sur la RFA et la relation avec une exploitation contrôlée de la ressource ligneuse							Atelier de lancement (avril '07), atelier sur la politique forestière au Cameroun (juin '07), au cours des visites de supervision mensuelles dans les villages Baka (2007-2009), pendant les rencontres trimestrielles avec les partenaires locaux (août '07, mai & août '08, mai '09)
A212	Appui au développement et à l'exécution des initiatives locales pygmées sur financement par la RFA (Arrondissement de Djoum)							10 documents de micro projets élaborés avec l'accompagnement du projet ont été déposés à la Mairie de Djoum ; Sept (7) villages pygmées Baka ont bénéficié de l'amélioration de leur habitat pour une valeur de 5 000 000 Cfa sur financement de la Redevance Forestière Annuelle (RFA)
	Appui au développement et à l'exécution des initiatives locales pygmées sur financement par la RFA (Arrondissement de Mintom)							Au terme des rencontres de négociation et de plaidoyer auprès des autorités, celles-ci ont accepté le principe de financer les microprojets Baka avec une priorité sur l'amélioration de l'habitat et la disponibilité en eau potable. 9 villages Baka identifiés pour les puits mais pas d'exécution encore par manque de fonds
	Appui au développement et à l'exécution des initiatives locales pygmées sur financement par la RFA (Arrondissement d'Oveng)							2 microprojets élaborés (bananeraie de 2 ha sous financement Sanctuaire à Gorilles, élevage des aulacodes sous financement de la mairie). Pas d'exécution par manque de fonds
A213	Inventaire et analyse des droits coutumiers en relation avec la gestion de la forêt par la PP et la PB et de leur impact sur la durabilité des ressources forestières (y inclus les PFNL)							Etude réalisée par INADES, la restitution des résultats à l'UCP a eu lieu le 16 octobre 2008. L'exploitation des résultats par l'UCP et les partenaires a orienté le renforcement des capacités des CPF et des associations. Rapport en annexe
A214	Recherche participative PP - PB sur les formes de GPRF et l'exercice des droits coutumiers							Etude réalisée par un consultant (Mfossi Nongha) avec appui conseil d'INADES Formation en septembre '09. Rapport dans l'annexe 2.

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
A215	Développement tri-partite (autorités, bénéficiaires et organisation de la société civile) et légalisation des modèles de GPRF						Mise en place des plates formes de concertation dans les 3 arrondissements de Djoum, Mintom & Oveng. Existence de textes de base, documents d'orientation stratégique et plans d'action stratégiques pour Djoum & Mintom. Les 07 CPF sont un résultat des missions de sensibilisation sur le classement des UFA du Dja & Lobo, effectuées en octobre 2008. Ils représentent l'entité juridique la plus appropriée de gestion partagée des ressources de la forêt.
A216	Appui à la campagne d'information/formation des populations concernées sur les modèles de GPRF						Atelier de structuration avec le concours des Sous-préfets, des postes de contrôle forestiers de chasse de Djoum et de Mintom, ECOFAC, la SFID et le WWF: 06-07 Mai 2008 à Djoum et 28-30 Avril 2008 à Mintom. Renforcement des capacités des Comités Paysans Forêts (Djoum et Mintom): oct. et nov.'08, puis en mars & avril 2009: élaboration de plans d'action et en continu par la suite avec les activités de supervision mensuelle de l'agent de suivi, SIKE Jean Michel engagé de février '09 à sept.'09
A217	Accompagner le processus de meo des organisations de GPRF (1re phase: création d'une entité juridique)						Les CPF sont des organes reconnus par les autorités locales et les services publics concernés. Une fédération des 7 CPF a été mise en place en septembre '09 et légalisée en décembre '09.
A218	Accompagnement à la définition des conditions de durabilité des RF ligneuses ou non-ligneuses et meo des organisations de GP					Les procédures/étapes sont trop longues et laborieuses.	Le projet, après discussions avec les partenaires, s'est écarté de l'ambition de s'engager dans les forêts communautaires à cause de la limite temps: 2 ans de période d'activités réelles. Activité jugée non réalisable car les étapes nécessitent au moins 5-10 ans avant l'aboutissement officiel.

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
A219	Engager un processus de négociation et de lobbying pour obtenir des dérogations en vue de l'exercice des droits coutumiers rituels et de subsistance						Réalisation d'une étude sur la chasse villageoise en nov. '07. Voyage d'information au Parc National de Campo Ma'an (PNCM) et ses environs du 29 juin au 06 juillet 2008. Document élaboré sur analyse comparative des études menées ailleurs sur la GPRF, document validé par le Service de Conservation de la RBD. Etude pour identification d'une zone pilote entamée dans la région de Bi, Mintom (au sud de la RBD); appui de la mise en œuvre des résultats attendus d'ECOFAC ne s'est pas matérialisé.
A220	Appui au Suivi/Contrôle de la gestion durable par les autorités, ECOFAC ...						Les études complémentaires conjointes (AGEFO/ECOFAC) identifiées, dossiers transférés au SC/ECOFAC pour financement. 1 ^{ère} partie réalisée par le projet en mai '09 en attendant l'implication concrète d'ECOFAC. Pas de suite favorable jusqu'à la fin du projet.

Résultat 3:L'intégration économique équitable des PP est améliorée par une participation effective des communautés Baka aux filières de commercialisation des produits agricoles ou tirés de la forêt

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
A310	Signature des conventions de partenariats						SNV: signature en mai '08 et mise en oeuvre à partir d'août '08 avec la planification des activités des 2 associations. Planification de 2009 pour les 3 associations : Abagueni janvier '09, Abawoni et Adebaka en février '09. ICRAF: signature en sept.'08 et mise en œuvre à partir de déc. '08.
A311	Identification des Produits Agricoles et des Produits Forestiers Non-Ligneux porteurs						Les contacts préliminaires avec les partenaires locaux et les villages Baka ont permis d'identifier 3 PFNL, le Ndo'o, le Moabi et le Ndjansan. Elargissement de l'assiette avec 2 autres produits suite à une décision du comité de pilotage de nov. '08: l'ébaye et le kutu (champignon sauvage). La prise en compte du moabi est restée au niveau des plants en pépinières.
A312	Etude de marché sur les Produits Agricoles et les Produits Forestiers Non-Ligneux porteurs pour une base de faisabilité						Quantification de la production de la mangue sauvage dans la zone d'action du projet : une moyenne de 27 kg/ménage pour le ndo'o. Autre étude réalisée par ICRAF en janv.'09 sur l'analyse socio-économique (s-e) & priorisation des espèces exotiques & locales à haute valeur s-e et culturelle pour les Baka du grand Djoum , cf. annexe 4 pour études ICRAF

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
A313	Des outils et techniques pour la transformation, la conservation et la commercialisation sont développés						Octobre 2008: Formation des relais sur : développement des chaînes des valeurs (PFNL), techniques de production, séchage, stockage, vente des PFNL; introduction d'une machine à fendre le NDO'O plus performante (distribution de 50 machines pour les villages Baka et les GIC bantou), outil révolutionnaire pour la transformation de ce PFNL. Formations sur : l'approche filière, la gestion simplifiée de la filière ndo'o, les techniques de production et de transformation du ndo'o et du njangsan. Mise en place d'un Système d'Information sur les Marchés (SIM) de PFNL. Formation sur la technique de vente groupée des PFNL; outils de suivi/Evaluation des campagnes. Diagnostic interne et planification des activités des associations pour l'année 2009 : Abagueni (janvier), Abawoni et Adebaka (février).
A314	Appui à l'organisation des groupes de commercialisation: renforcement de l'organisation de la filière de commercialisation						Leçons apprises par les associations dans la gestion des filières PFNL : (1) apprentissage de la collecte des PFNL dans les villages, (2) mise en oeuvre de la formation sur les techniques de production et de transformation du njangsang dans les villages, (3) les formations ont permis de mieux connaître la filière, les acteurs, la mise en relation (4) l'importance de l'appui permanent du relais local SNV de Djoum, (5) l'organisation des activités dans les villages Baka et Bantu (achat du ndo'o et de l'ebaye) , (6) la négociation des prix avec les acheteurs, (7)l'amélioration des normes et qualités des PFNL, (8)le lien entre les activités et le SIM, (9) la collaboration avec l'association sœur ADEBAKA. Un fonds d'appui à la commercialisation de 4 millions de francs CFA a été mis à la disposition des 2 associations (ABAGUENI et ABAWONI) en 2008. En 2009, le fond a été étendu à l'association Yéyé Baka d'Oveng (500.000 de francs CFA) et à 5 GIC Bantu (300.000 de francs CFA chacun), soit 2 millions de francs CFA en tout; montant total du fonds d'appui: 6 millions de francs CFA.

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévue	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
	Organisation des ventes groupées						5 ventes groupées: 2 en nov-déc.'08 à Mbalmayo et Djoum (36 seaux de 5l de ndo'o, 84 seaux de 15l d'ébaye); 3 en avril et août '09 à Djoum, Mintom et Oveng respectivement (9 sacs de 100kg de kutu, 6 sacs et 3 sacs de 100kg)
	Réalisation des études: étude sur l'exploitation des PFNL						Analyse du cadre légal régissant l'exploitation des PFNL au Cameroun par une équipe de la SNV en janvier 2009. Rapport disponible, cf. annexe 3
	Analyse de la réglementation sur la commercialisation des PFNL et son effet sur l'utilisation des ressources par les populations riveraines (Baka & Bantu)						Etude par une équipe d'INADES FORMATION, elle a été complétée en septembre '09: rapport disponible, cf. annexe études

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
Résultat 4: Les compétences des O.I. à promouvoir le rôle et le pouvoir des PP sont améliorées par le renforcement de leurs capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles							
	Identification des Organisations Intermédiaires actives dans la zone du projet						Les résultats de l'étude de base de mars '07 par l'UCP: CED présent à Djoum, partenaire du projet ; Projet Baka à Mintom, actif dans l'éducation et l'hydraulique villageoise. APIFED, ONG locale à Djoum mais inefficace pour défendre les intérêts des populations Baka (ex: au cours du projet PADES). Organisations retenues: SDE, les 3 associations Baka, les 07 CPF Baka, les comités de développement des cantons, certains GIC Bantu engagés dans les activités de PFNL et cultures vivrières
411	Analyse participative des besoins en formation des Organisations Intermédiaires d'accompagnement et des Agents de l'Etat						Principaux thèmes: politique forestière au Cameroun, l'approche MAPAPPY, cycle de planification des activités y compris suivi/évaluation, élaboration des micro projets, organisation et fonctionnement des associations
412	Développement (par/avec des Prestataires de Services Locaux) des programmes de formation technique et organisationnelle, la gestion durable des ressources naturelles et sensibilisation VIH-SIDA compris						
	Equipe UCP et Relais centraux						UCP et RC: Politique forestière du Cameroun en juin '07; MAPAPPY (juin et oct. '07); la planification des activités et la supervision du travail des relais dans les villages (sept/oct. '08); le DIRO (fév.'09)
	Organisation des activités préventives liées aux IST/VIH/SIDA						Production (sept. '08) d'une boîte à images (2ème) pour la sensibilisation sur les IST/ VIH/SIDA en milieu Baka suivi de l'imprégnation des RC & RP à son utilisation a été animé par IF; organisation des sessions de sensibilisation dans les villages par les relais. Visites de stratégie avancée organisées avec l'appui des infirmiers des centres de santé catholiques d'Abing et de Zoulabot sur une base mensuelle: à Djoum dès juin '08 et à Mintom à partir de juillet '08; Thèmes développés: hygiène /salubrité individuelle et environnementale, IST/VIH/SIDA, vaccinations.

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévués	Activités non prévués	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
413	Renforcement des Capacités des Organisations Intermédiaires d'accompagnement						
413	association des Relais (Abaguéni & Abawoni)						3 Ateliers de renforcement des capacités des RC et RP y compris l'imprégnation sur les questions d'hygiène/ salubrité et la prévention du VIH/SIDA ont été réalisés: imprégnation des relais sur les objectifs du projet (juin '07); création des associations en oct.'07 et légalisation en août 2008; préparation des baka au classement des UFA et à la délimitation des villages Baka par la commission de zonage (déc.'07). Formations reçues sur la planification des activités en janvier 2008 et 2009 et dans le cadre des filières PFNL. Atelier de renforcement des capacités des membres du bureau des associations « ABAGUENI » et « ABAWONI » sur leurs rôles à Mintom du 17 au 19 Juin 2008. Mise à disposition d'un paquet minimum de matériel agricole dans tous les villages Baka pour le suivi des MIP : une brouette, une pelle, une houe, une machette, une lime, une paire de bottes, une hache.
	Association Yéyé Baka d'Oveng						Formation dans l'organisation et le fonctionnement de l'association, formations organisées par la SNV dans le cadre des filières PFNL
	les 07 CPF de la zone du projet						Activité réalisée du 17 au 20 Décembre 2008. Un atelier de formation de 7 Comités Forêts Baka et le Comité de développement Bantu Zamane de Djoum sur la domestication des arbres et le marketing des plants avec le concours d'ICRAF. 2 ^{ème} formation à Mintom en avril 2009 sur la gestion des pépinières. Les plans d'action des 7 CPF sont élaborés et l'exécution est suivie par l'UCP et l'agent recruté spécifiquement depuis février 2009.

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévue	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
414	Renforcement des capacités des Agents de l'Etat (Arrondissement de Djoum)						(1) connaissance sur le projet en avril '07 au cours de l'atelier de lancement; (2) connaissance de la politique forestière lors d'un atelier en juin '07; (3) MAPAPPY en juin '07 et suivi des résolutions en mai '09 par IF; (4) formations sur la planification des activités y compris le suivi/évaluation dans le cadre des plates formes par l'UCP et la SFID.
	Renforcement des capacités des Agents de l'Etat (Arrondissements de Mintom et Oveng)						(1) connaissance sur le projet en avril '07 au cours de l'atelier de lancement; (2) connaissance de la politique forestière lors d'un atelier en juin '07; (3) MAPAPPY en juin '07 et suivi des résolutions en mai '09 par IF; (4) formations sur la planification des activités y compris le suivi/évaluation dans le cadre des plates formes par l'UCP et IF.
	Renforcement des capacités des comités de développement: planification et l'élaboration des MIP à Mintom et Djoum						Formation sur la multiplication rapide des rejets sains de bananier plantain et des semenceaux d'ignames (MIP) : Djoum dans les 3 axes (fév. '08) : 3 MIP finalisés; à Mintom dans les 3 axes (juin '08): 4 MIP finalisés. Formation sur le montage des micro projets, toutefois la mise en oeuvre a connu des difficultés liées au financement des MIP. Par ailleurs, 2 MIP finalisés à Oveng en février '09 pour les communautés Baka sans mise en oeuvre par manque de fonds disponibles au niveau du Sanctuaire de Mengueme et de la mairie.
415	Appui financier pour l'exécution des programmes de Renforcement des Capacités par des Organisations Intermédiaires d'accompagnement						Toutes les activités liées au renforcement des capacités des associations et CPF ont été financées par le projet et/ou les partenaires d'exécution. Ex: financement des descentes trimestrielles dans les villages pour feedback aux communautés par les associations, financement des frais de transport pour les rencontres mensuelles des bureaux exécutifs des 2 associations

Code	Résultats Intermédiaires (RI)	Activités Prévues	Activités non prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées	Raisons de non réalisation	Output/Observations
421	Promouvoir les plates-formes de concertation et de lobbying des Populations Pygmées						Les textes de base existent, la légalisation est en cours au niveau de la préfecture de Sangmélina; les ateliers de réflexion sur le fonctionnement ont eu lieu (mars'09 à Djoum, avril '09 à Mintom et mai '09 à Oveng. Les plates formes de Djoum et Mintom ont élaboré des planifications stratégiques en novembre et décembre '09. Celle d'Oveng aura lieu en 2010. Pour tous ces processus IF a apporté l'appui technique. Des représentants Baka sont membres des bureaux exécutifs des plate formes et aussi dans les comités thématiques.
421	Promouvoir les plates-formes de concertation et de lobbying des Populations Pygmées						les membres influents (responsables des ONG locales qui donnent un appui institutionnel aux associations pygmées) du RACOPY (CED, IF, FODER° ne sont pas en faveur d'un "empowerment" des associations Baka. Une plate forme des associations pygmée membres du RACOPY devait voir le jour lors de l'AG de juin 2009 mais cet élément a été retiré de l'agenda sans raison valable.
422	Renforcement du réseau RACOPY						AGEFO membre du Réseau dès juin '08, les 3 associations de Djoum et Mintom sont affiliées et participent régulièrement aux AG avec l'appui du projet. Le Réseau n'a pas jugé utile de participer à Promote 2008 comme fenêtre de lobbying pour les populations pygmées
423	Soutenir et renforcer les capacités de suivi des droits forestiers						Le projet a réalisé des études qui n'ont malheureusement pas été utilisées pour le plaidoyer en faveur des droits fonciers des populations pygmées
424	Capitaliser et diffuser les rapports et les résultats du Projet						Diffusion permanente auprès des partenaires d'exécution, du Service de Conservation, de la CTB, de la DCE. Atelier de capitalisation en juin '09. Mais aucune publication faite pendant la période d'exécution du projet

Résultat 1 : Principales évolutions par rapport au cadre logique de base

- ✓ L'agriculture est le point fort des Bantus, mais le deuxième Comité de Pilotage, à la demande de l'UCP, a accepté d'intégrer aussi l'encadrement technique des pygmées pour la production vivrière à travers le renforcement des capacités en techniques de multiplication du matériel végétal (igname blanche, bananier plantain), la fourniture des semences améliorées (manioc, igname), le développement des modèles de jardin de case diffusés sous forme de parcelle pilote dans l'ensemble des 36 villages encadrés. Cette réorientation visait la sécurisation et la mise en valeur des terres qui avaient été concédées aux Baka par leurs voisins bantus. Elle a renforcé le constat du terrain au cours des séances mensuelles de supervision qui a montré que les Baka s'intéressent de plus en plus à l'agriculture pour leur propre bénéfice et non plus seulement comme « job » terme consacré pour l'emploi chez les Bantus.
- ✓ L'introduction de l'élevage (caprin et volaille) dans le système de production, a été motivé par : la recherche des alternatives au braconnage, l'amélioration des revenus des ménages Baka, l'amélioration de l'apport en protéine animale.
- ✓ La réorientation aux activités agricoles et d'élevage a été bien acceptée par les Baka ; à titre d'exemple, les principales Activités Génératrices de Revenus (AGR) choisies par les RP montrent que ces 2 types d'AGR représentent ainsi 86,7% du total.
 - Elevage et commercialisation des caprins et poulets (7 AGR pour 28 chèvres, 15 AGR pour 57 moutons, 1 AGR pour 12 poulets, 3 ajouts de cheptel sans précision de type) soit 26/60 AGR, 41,7%.
 - Agriculture : cacaoyères (15 personnes pour 16ha), bananeraies (8 pour 9ha), 2 pépinières, 2 palmeraies pour 2ha, 1 champ de champignons sauvages ou Kutu ; soit 27/60 AGR, 45%.
- ✓ L'organisation des sessions de formation des groupes bantus sur la multiplication rapide des rejets de bananiers plantains et le montage des micro-projets dans les Cantons Fang Centre, Bulu et Zamane dans l'arrondissement de Djoum et ensuite dans les axes Génie militaire, Dja et Mekotto de l'arrondissement de Mintom.

Résultat 2 : Principales évolutions par rapport au cadre logique de base

- ✓ Mise en œuvre du consensus issu de l'atelier de juin 2007 sur la connaissance de la politique forestière au Cameroun : la prise en compte des besoins spécifiques des Baka dans le partage plus équitable de la RFA se fera à travers les Micro Projets (MIP),
- ✓ Négociation du partenariat avec ICRAF dont les résultats ont amélioré la concrétisation de l'objectif spécifique et qui trouve un contexte d'appropriation très favorable par les communautés Baka et même Bantus ;
- ✓ Mise à l'écart du processus de mise en place des forêts communautaires pour les Baka : la délimitation des espaces d'habitation et de plantations a pris 2 ans et elle n'est pas encore globale dans toute la zone du projet. L'UCP n'a pas trouvé utile de s'engager dans un processus dont l'aboutissement prendrait plus de 5 ans ;
- ✓ L'option de commencer par la mise en place des CPF Baka, de renforcer leurs capacités organisationnelles, fonctionnelles et techniques afin qu'ils puissent être des interlocuteurs valables face à leurs voisins bantus et aux autres parties prenantes dans la gestion de la forêt. Les CPF mixtes pourront ainsi se mettre en place plus tard avec une position de négociation plus favorable pour les communautés pygmées Baka.

Résultat 3 : Principales évolutions par rapport au cadre logique de base

- ✓ Utilisation des associations comme « front line organisations » dans l'approche filière au lieu d'utiliser des ONG locales qui ne sont pas Baka ;
- ✓ Mise en place des fonds de roulement pour faciliter l'achat des PFNL au sein des communautés par les associations Baka et les GIC Bantus ;
- ✓ Elargissement de l'assiette des PFNL à d'autres produits nouveaux comme l'Ebaï et le kutu ;

- ✓ Les associations ne sont pas seulement des acheteurs mais s'organisent aussi en groupe de producteurs, ceci facilite spécialement l'implication plus active des communautés pygmées dans les filières ;
- ✓ L'implication plus effective des associations Bantu comme bénéficiaires directs de ce résultat au même titre que les groupes Baka pour ne pas créer de tensions/distorsions ;
- ✓ L'intégration des Baka de l'arrondissement d'Oveng.

Résultat 4 : Principales évolutions par rapport au cadre logique de base

- ✓ La stratégie préconisée était de développer les capacités des organisations locales à soutenir un processus à long terme : elle a été jugée inappropriée par l'UCP et les communautés Baka car au vu des expériences antérieures, ces ONG locales ont tendance à devenir les bénéficiaires directs au détriment des communautés pygmées. L'option des associations Baka a été retenue ;
- ✓ Une synergie sera développée à deux niveaux, national et local : seule la synergie nationale entre IF, SNV et ICRAF a été rendue opérationnelle ;
- ✓ Afin d'insérer l'action dans une dimension internationale il sera créé une plate-forme d'échanges et de concertation au niveau national et au niveau international : l'absence d'un ancrage national réel et le manque d'intérêt manifesté par les instances nationales n'ont pas permis la réalisation de ce résultat.

2.3. Evaluation du degré d'atteinte de l'objectif spécifique et des résultats attendus

a. Par rapport à l'intégration des populations pygmées Baka dans la gestion durable des forêts (objectif spécifique)

Les formes les plus utilisées de gestion partagées des ressources forestières comprennent les Forêts Communautaires (FC) et les zones de chasse (ZICGC). L'UCP a engagé une réflexion en profondeur avec les partenaires de l'action et les services étatiques concernés (MINFOF & Service de Conservation de la RBD) sur cette question.

L'étude de base effectuée en mars 2007 par l'équipe du projet, les discussions avec la FFeRuDjal ont montré qu'à ce stade la gestion partagée des ressources entre les 2 communautés Bantu et Baka n'est pas appropriée à cause du grand écart de compréhension et du pouvoir de négociation. Il a été jugé important de combler d'abord ce gap du côté des Baka avant d'envisager une participation commune dans la gestion des ressources.

Lors de la rencontre avec les partenaires (IF, SNV, CED) en novembre 2007 à Yaoundé, l'idée des Comités Paysans Forêts (CPF) avait été retenue.

Par ailleurs, le consensus des réunions de travail de l'AT1 avec la responsable de l'Action au sein d'INADES FORMATION (IF) puis de l'UCP le 28 mars 2008 était le suivant: l'idée du DTF sur la gestion partagée intégrait les forêts communautaires (FC). La situation actuelle ne nous autorise plus à aller dans un processus de FC. Les réflexions sur la question nous ont orienté à voir la gestion partagée en terme de « la ressource qui sera partagée ». Dans ce contexte les CPF ont été jugés les mieux adaptés.

Les CPF sont des entités juridiques reconnues par l'administration en charge des forêts (C'est une prescription du Ministre en charge des forêts et de la faune par la décision 1354/D/MINEF/CAB du 26 novembre 1999 fixant les procédures de classement des forêts du domaine forestier permanent de la République du Cameroun) dont le rôle essentiel se résume dans le contrôle, la promotion de la gestion durable et le partage des retombées de l'exploitation forestière. Autour des CPF Baka, il y aura les CPF Bantu, les projets et ONG, les exploitants forestiers et l'administration en charge des forêts. Ils sont donc au centre de la gestion des ressources naturelles dans la zone d'action du projet AGEFO.

Par ailleurs, les activités menées par AGEFO avec ICRAF s'inscrivent dans le cahier de charges des CPF dans la gestion des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité.

Quant aux zones de chasse, l'UCP a présenté sa vision lors de la rencontre inter partenaires d'août 2008 selon laquelle : il n'est pas possible d'avoir des zones de chasse (ZICGC) pour les Baka pendant la durée du projet. La solution la plus adaptée serait d'obtenir des arrangements avec les exploitants forestiers afin qu'ils concèdent officiellement aux Baka dans les plans d'aménagements des droits d'usage orienté dans les UFA. La réalité est que la zone de chasse des Baka se trouve en fait dans les UFA.

C'est suite à toutes ces réflexions que l'UCP s'est engagé dans la mise en place et le renforcement des capacités des CPF : soutien dans l'organisation du travail, le fonctionnement des CPF, l'élaboration des plans d'action (mai 2008-septembre 2008), le réseautage en fédération des CPF en septembre 2009 avec élaboration d'un business plan pour les 3 prochaines années, la légalisation de la fédération en novembre 2009, le suivi de la mise en œuvre des plans d'action par un agent recruté de février 2008 à septembre '09 (il continuera son travail après la clôture du projet comme membre de la cellule d'aménagement de la SFID suite à son engagement par cette dernière le 1^{er} octobre '09). Principales activités des CPF : sensibilisation des communautés sur les droits et devoirs des populations riveraines des forêts, lutte contre le braconnage, potentiels fournisseurs de plants sélectionnés pour les exploitants forestiers en vue de la régénération forestière dans les plans d'aménagement, guides touristiques pour les safaris...etc.

Après les sensibilisations dans les villages Baka pendant le classement, sept (7) CPF Baka ont été créés correspondant aux 6 axes (1 sur l'axe Bulu, 1 sur l'axe Fang, 1 sur l'axe Zamane Djoum, 1 sur l'axe Mekotto Mintom, 1 sur l'axe Dja et 2 sur l'axe génie militaire). Leur accompagnement a été assuré par AGEFO et ses partenaires (ICRAF, SNV, WWF, les chefs de poste forestier) ; par ailleurs ils ont bénéficié de :

- ✓ La formation sur la domestication des arbres et le marketing des plants ;
- ✓ La construction d'une pépinière école à Djoum ;
- ✓ Le recrutement d'un agent en charge du suivi de la pépinière école et des CPF ;
- ✓ La réalisation de l'étude socio économique et la priorisation des espèces exotiques et locales à hautes valeurs socio-économiques et culturelles pour les Baka ;
- ✓ Les plans d'action consolidés des CPF sont disponibles et la fédération a élaboré un business plan pour la période 2010-2012.

Le projet a mis en place un cadre approprié qui permet aux communautés Baka de participer à la gestion des ressources forestières. Les CPF sont officiellement reconnus par toutes les autorités locales et services de l'Etat. L'appui escompté d'INADES FORMATION, d'ICRAF et de la SFID nous permet d'envisager des participations effectives des communautés Baka dans les discussions/prises de décision sur la gestion partagée des ressources forestières : plans d'aménagements, domestication des arbres, forêts communautaires, zone de chasse contractuelle au sud de la RBD, safaris ...etc.

En rapport avec l'objectif spécifique, les indicateurs définis étaient les suivants :

- * 5 Organisations de Gestion Partagée des Ressources Forestières (GPRF) légalisées
- * 300 Pygmées impliqués dans les Organisations de Gestion Partagée des Ressources Forestières
- * 5 Organisations Intermédiaires (O.I.) d'accompagnement dont les capacités sont renforcées impliquées dans le processus d'appui à la Population Pygmées

Le tableau 2 : le niveau d'atteinte de l'objectif spécifique

Indicateurs retenus	Niveau d'exécution	Observations
5 Organisations de GPRF légalisées	7 CPF, soit 140%	
300 Pygmées impliqués dans les Organisations de GPRF	Une moyenne de 273 pygmées, soit 91%	56 membres de CPF, 42 relais, et 5 personnes/village en moyenne dans les 35/36 villages
5 O.I. d'accompagnement dont les capacités sont renforcées impliquées dans le processus d'appui à la Population Pygmées	Un total de 8, soit 160%	3 plates formes, 4 associations, 1 fédération de CPF

Mécanismes et mesures de leur consolidation identifiés lors de l'atelier de capitalisation

Renforcement : (a) de l'approche participative en intégrant suffisamment les populations à la base dans la mise en place et le fonctionnement, (b) capacitation des communautés en matière de contrôle des actions des interfaces, (c) capacitation des techniques et de leadership des organisations, (d) des échanges et accentuation de la collaboration avec les autres organisations autochtones, (e) vulgarisation de l'approche MAPAPPY, (f) recherche des financements.

Par rapport à l'atteinte des résultats attendus : nous reprenons les éléments issus du rapport de l'évaluation finale

Observation générale: image positive du Projet mais "goût d'inachevé"

- De façon unanime, l'équipe évaluatrice a recueilli de l'ensemble des interlocuteurs externes à l'équipe du Projet - groupes-cibles, partenaires, autorités locales, personnes ressource - la vision que le Projet AGEFO "a apporté de réels changements", certains ajoutant: qu'il s'agit d'une "première".

Ces changements sont décrits comme: "avoir changé l'image des Baka", "avoir promu la reconnaissance des Baka", "avoir sorti les Baka de la marginalisation", "avoir fait évoluer les mentalités et la discrimination dont étaient victimes les Baka".

- Certains interlocuteurs ajoutent qu'il s'agit là d'un "début", un changement à partir duquel "des choses devenaient possibles", mais que "AGEFO s'arrête au moment où il allait commencer à travailler vraiment."

L'équipe qui a travaillé sur le terrain à Djoum, tout en se disant convaincue d'"avoir fait du bon travail", reconnaît simultanément avoir fait moins qu'il eut été possible et éprouver "un goût d'inachevé" face notamment à "une fin de Projet improvisée", "sans stratégie de sortie".

- La valorisation unanimement positive du Projet va de pair avec une ignorance tout aussi généralisée de son objectif annoncé et de la problématique à laquelle se réfère son acronyme: AGEFO, Action de Gestion Durable des Forêts.

Les pages qui suivent analysent plus en détail les éléments explicatifs de cette situation.

b. Par rapport à la reconnaissance, à la citoyenneté, à la sécurisation foncière des Bakas (résultat 1)

Reconnaissance citoyenne : un impact majeur et incontesté

Impact observé

A l'issue du Projet et par rapport à la situation qui prévalait à son démarrage, un changement majeur, de portée quasiment historique est perceptible.

• Une évolution de portée historique

Certes des désaccords subsistent, la procédure n'a pas toujours été conduite jusqu'au bout, les changements de mentalité ne sont pas partout perceptibles de la même façon, des conflits, tensions et grands décalages subsistent. Mais la notion des droits des Bakas a acquis droit de cité et a fait l'objet d'une prise de conscience de la part des intéressés eux-mêmes. Même si la situation foncière des Baka reste souvent problématique eu égard à l'évolution démographique et à leur intérêt nouveau pour l'agriculture, le principe que les Baka puissent être titulaires de droits fonciers au même titre que les Bantous est désormais admis.

Les évolutions ainsi engagées s'inscrivent en rupture avec un passé de quasi-asservissement des Baka aux Bantous. Rendues possibles par la volonté d'autorités locales déterminées à faire évoluer la situation, intériorisées par un noyau de Baka jeunes et vieux, hommes et femmes, acceptées de plus ou moins bon gré par des Bantous conscients que les temps ont changé, elles semblent désormais irréversibles, même si le chemin à parcourir reste long pour une reconnaissance à part entière des droits des Baka .

Le fait que des droits fonciers soient reconnus aux Baka constitue en soi un important acquis, même si la sécurité foncière n'est pas parfaitement assurée, que ce soit en raison de la persistance de conflits, de la non-finalisation des procédures, ou de l'insuffisance des superficies accordées. Aussi a-t-on préféré **reformuler le Résultat attendu n° 1**, afin d'accorder toute son importance à l'impact remarquable que constitue la reconnaissance des Baka en tant que citoyens camerounais à part entière.

Modes de faire

Le travail du Projet s'est caractérisé par les approches de terrain suivantes:

• Collaboration étroite AGEFO-autorités locales

Celles-ci sont descendues sur le terrain et ont joué un rôle de médiation entre Bantous et Baka dans le cadre du travail de démarcation foncière. Elles ont adopté un comportement nouveau par rapport aux autorités et élites Baka, en les reconnaissant au niveau villageois et en les admettant dans des espaces publics jadis réservés aux Bantous.

• Production de matériel pédagogique ad hoc

A l'appui des activités de sensibilisation dans les villages, INADES-Formation a produit sur la question de la citoyenneté une "boîte à images", soit un ensemble de grands dessins portant dans ce cas d'espèce sur les questions citoyennes, telles que l'utilité de disposer d'une carte d'identité; la déclaration des enfants nouveau-nés; l'obtention d'actes de mariage; l'importance du vote; le rôle des pouvoirs locaux...

Ce matériel s'est avéré très utile, mais aurait gagné à être soumis à un regard anthropologique pour éviter certains biais culturels ethnocentriques, inspirés par des visions ou symboles étrangers aux Baka.

Encadré du rapport de l'évaluation finale :

Les "boîtes à images"

Les "boîtes à images" ont été utilisées de longue date (années 80) par l'infirmier de la Mission Catholique de Djoum, à l'appui de son travail de sensibilisation lors de ses descentes dans les villages Baka.

Les "boîtes à images" se présentent sous la forme d'une suite de dessins réunis à la façon d'un bloc à dessin géant. Dans le cas de l'infirmier de Djoum, le dispositif est complété par une sorte de chevalet en bois à poser par terre, qui permet de faire tenir debout les dessins tout en gardant les mains libres. La suite de dessins fonctionne comme une bande dessinée qui évoque les situations au sujet desquelles on souhaite sensibiliser: le mode de propagation des maladies, les effets de la consommation excessive d'alcool, etc., dans le cas du travail en éducation sanitaire.

Les dessins sont en principe grands, simples et parlants, avec un graphisme qui évoque la réalité locale et l'environnement habituel des populations auxquelles le message s'adresse.

Ceci n'est en pratique pas toujours le cas pour les "boîtes à images" produites dans le cadre d'AGEFO, qui présentent parfois des dessins petits ou complexes ainsi que des références culturelles étrangères à la réalité Baka.

Les dessins sont accompagnés de textes qui permettent au formateur d'utiliser les mots adéquats, notamment des mots utilisés en langue locale (exemple: le terme "chaussette" pour se référer aux préservatifs).

• **Recours à des "Relais" et techniques participatives**

Les relais désignés au niveau de chaque village (cfr § 1.3.3) ont joué un rôle important comme interface entre le Projet et les populations. Ils ont permis d'accéder à celles-ci et de favoriser l'accueil du Projet.

Le Projet a eu recours à des techniques participatives pour la démarcation des limites entre les villages Bantous et Baka (cartographie participative), même si ceci ne semble pas avoir été fait de façon systématique dans tous les villages et si la formation à la lecture des cartes officielles reste clairement insuffisante.

Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)

Les principales activités et résultats qui ont contribué aux impacts décrits sont les suivantes :

• **Délivrance de pièces d'identité:** cartes d'identité, actes de naissance, actes de mariage: le Projet lui-même est à l'origine de la délivrance de 416 cartes d'identité, et ses actions de sensibilisation ont contribué à la délivrance de 469 cartes d'identité supplémentaires dans le cadre du projet PNDP, un projet d'appui à la décentralisation financé par la Banque Mondiale.

• **Démarcation des terroirs villageois Bantous et Baka:** cette opération a consisté à trouver un accord entre Bantous et Baka concernant la reconnaissance aux Baka d'un espace résidentiel propre et de terrains agricoles leur destinés. Les communautés participent à l'opération en indiquant les limites (cours d'eau, arbres...) de leurs aires d'usage respectives, qui sont ensuite traduites sur des cartes dessinées par elles. L'accord, dûment constaté par les autorités locales qui jouent le cas échéant un rôle de médiation, donne lieu à l'établissement d'un PV. Un consultant spécialisé en cartographie les transcrit ensuite sur des cartes digitalisées. Le processus a été entamé dans l'ensemble des villages, mais n'a abouti que dans une partie de ceux-ci. Les pièces à conviction (PV, cartes) n'ont pas encore été distribuées à tous les intéressés.

• **Reconnaissance des chefferies Baka:** cette reconnaissance se traduit de différentes manières. Une première forme de reconnaissance est le fait des autorités administratives et élues, chaque fois que celles-ci visitent, consultent, invitent les autorités Baka au même titre

que les autorités Bantoues. La reconnaissance des chefferies passe aussi par des signes extérieurs: possession d'une tenue de commandement, drapeau devant la maison du chef, possession d'un cachet officiel... A ce stade seuls quelques chefs Baka (à Mintom) se sont effectivement vu donner une tenue de commandement.

• **Représentation des Baka dans les espaces publics:** le fait d'admettre et d'inclure des représentants Baka dans les espaces publics (réunions, ateliers, événements...) met fin à une longue tradition où les Bantous parlaient systématiquement au nom des Baka, qui se trouvaient de la sorte "invisibilisés" et privés de la possibilité de faire entendre leur voix. Les espaces promus par le Projet (Plates-Formes, Comités de Pilotage, réunions, événements...) ont été autant d'opportunités qui ont permis de promouvoir la reconnaissance des Baka, avec l'aval et le soutien actif des autorités locales.

On relèvera toutefois la faible présence de femmes dans ces contextes, alors que la société Baka réserve une place privilégiée aux femmes et notamment aux femmes âgées.

• **Accès aux bénéfices de la RFA:** le fait d'attribuer aux villages Baka une partie de la Redevance Forestière participe aussi de la reconnaissance des communautés et villages Baka, non plus comme un simple appendice, voire la "propriété" du village Bantou.

L'attribution d'une partie de la RFA aux villages Baka n'a à cette date été admis que dans le cas de Djoum (pas dans le cas de Mintom).

Conclusions et enseignements issus de l'évaluation finale

- Début d'évolution impressionnante, en rupture avec une situation enracinée.
- Le contexte local et la conjoncture du moment ont été déterminants. Le Projet est venu en appui à des autorités locales déterminées à faire évoluer la situation et à s'engager en faveur d'une reconnaissance des droits des Bakas. Il a donné à celles-ci les moyens (financiers, techniques, logistiques) de leur volonté.
- L'approche du Projet a été caractérisée par une interaction positive avec les groupes-cible, avec les autorités locales et avec les autorités Bantoues.
- Si les évolutions observées paraissent irréversibles, le Projet se clôture sur un constat d'inachèvement, qui rend vulnérables certaines des évolutions observées.
- L'approche inter-communautaire a impliqué les chefs plus que les communautés et a de la sorte souffert de certaines faiblesses.
- La dimension de genre n'a pas fait l'objet de l'attention nécessaire et a été largement ignorée, au risque d'impacts indésirables sur la position des femmes, et notamment des femmes plus âgées.

c. Par rapport à l'accès des populations aux ressources forestières (résultat 2)

Gestion des ressources et espaces forestiers : un chantier interrompu

Impact observé

• **Un impact en puissance: l'extension de la zone agro-forestière accessible aux populations**

Au cours de la première année du Projet, celui-ci a tiré parti d'une opportunité particulière: l'imminence d'une nouvelle procédure de classement de la forêt du Dja-et-Lobo, destinée à déterminer les zones respectivement allouées aux concessions forestières et aux populations.

Tirant parti de la possibilité d'introduire des requêtes à cette occasion, le Projet a instruit une demande pour que soit repoussée la limite des UFA (Unités Forestières d'Aménagement, terme utilisé pour désigner les concessions forestières accordées à des sociétés d'exploitation du

bois), de façon à étendre la zone agro-forestière librement accessible aux populations. La décision à ce sujet devrait être prise de façon maintenant imminente et entériner la requête introduite.

Si cela devait se confirmer, un acquis majeur pourra être mis au crédit du Projet. Le classement préconisé aura en effet pour résultat d'étendre la zone de vie et d'activité des populations, en pratique coincées entre la route et les UFA, de plusieurs kilomètres depuis la route en direction de la forêt. Cette décision bénéficiera à l'ensemble de la population, Baka et Bantous.

• Des populations peu informées

Au moment où s'achève le projet AGEFO, il est toutefois difficile de parler d'impact. Les populations ne sont pas informées de l'existence d'une procédure de classement en cours, ni du contenu d'une requête qui aboutirait à étendre de façon significative la zone agro-forestière qui leur est accessible.

Plus globalement, la vision recueillie dans les villages Baka est que pour les populations "*la forêt appartient à l'Etat*" et "*la chasse y est interdite*", sans plus de nuances. De fait, la Loi est complexe, peu réaliste, appliquée de façon différenciée par les uns (éco-gardes) et les autres (fonctionnaires du MINFOF) et souvent de façon arbitraire. Les espaces théoriquement ouverts aux populations (obtenir des Forêts Communautaires, des ZICGC, des autorisations de vente de viande de brousse, émettre des avis sur le zonage et même sur la Loi forestière) ne sont pas connus de celle-ci. Rares sont les Baka capables de lire et comprendre une carte, notamment celles qui indiquent les zones pouvant être converties en forêts communautaires.

Une boîte à images devait être produite sur le thème de la forêt et du foncier, mais elle n'était pas disponible au moment où le Projet se clôture.

• Statu quo en matière de participation des Baka à la gestion des espaces forestiers

Une fois finalisé le travail destiné à peser sur la procédure de classement, l'objectif annoncé du Projet - promouvoir la participation des Baka à la gestion des forêts - semble être passé au second plan. Selon la Direction du Projet, en visant prioritairement l'amélioration des conditions de vie, le Projet a fait "plus" et "mieux" qu'en s'occupant des questions forestières.

A partir de la 2^{ème} année d'exécution du Projet, les activités et priorités ont été réorientées en direction du niveau local, essentiellement la mise en place de micro-projets. La question de la forêt et de la chasse - thèmes prioritaires pour les populations et au vu du DTF - n'a plus guère été abordée, sauf à dire - témoignage récurrent dans les villages visités - que "*les Baka feraient mieux de s'adonner à l'agriculture*" sachant que "*la chasse et la vente de viande de brousse sont interdites*". Les deux activités continuent toutefois à être pratiquées, en dépit du risque de sanctions. Cette situation n'est clairement pas favorable à la construction citoyenne, avec ce qu'elle implique en matière de respect des droits et des devoirs.

En pratique les Bakas ignorent leurs droits: droits d'usage dans la zone agro-forestière, règles applicables à la chasse (classification des espèces, notamment), opportunités existantes en fait d'acquisition de forêts communautaires ou de ZICGC. Le Projet s'achève sans avancées en ce qui concerne l'octroi de telles forêts communautaires (FC) ni de zones de chasse (ZICGC), ni en ce qui concerne la reconnaissance au sein des UFA de zones pour l'exercice d'activités coutumières rituelles ou autres (la SFID - voir infra - se reposait sur le Projet pour réaliser les études et démarches requises, notamment auprès des populations) ou encore en ce qui concerne l'obtention de permis de vente de viande de brousse.

Dans le même temps, les safaris privés continuent à opérer impunément sur la base de l'attribution de ZIC, y compris en empiétant sur les zones de chasse traditionnelles des populations, et alors même que la Loi reconnaît aux populations riveraines un droit de préemption sur les chasseurs étrangers (les demandes de ZICGC ont priorité sur les demandes de ZIC). Mais en l'absence d'aide externe, les populations sont incapables de faire valoir ce droit, d'autant plus que toutes les démarches se font au niveau de Yaoundé.

Il y aurait clairement eu là un thème de plaidoyer en faveur d'une décentralisation de la décision ainsi que d'un contrôle décentralisé des activités des sociétés de safari. En effet, dans la pratique le MINFOF au niveau local n'est pas en mesure de contrôler l'activité des chasseurs sportifs, y compris lorsque des abus sont commis contre les Baka utilisés comme traqueurs.

Modes de faire

• Plaidoyer et collaboration avec les instances de l'Etat

Au cours de sa première année d'exécution, le Projet a collaboré avec le MINFOF dans le cadre de la procédure de classement, pour développer les arguments en vue d'une extension de la zone agro-forestière accessible à l'exercice des droits d'usage des populations riveraines.

• D'une stratégie de plaidoyer vers une stratégie de microprojets

Au cours de cette même année, des descentes ont eu lieu dans les villages afin d'instruire et de préparer ces requêtes et de sensibiliser les populations.

Par la suite, le travail de sensibilisation, de formation et d'information sur la question de la forêt et de la chasse a été interrompu et a cédé la place à la promotion de micro-projets avec les associations de Relais promues par le Projet AGEFO. Les Comités Paysans Forêt prévus par la Loi Forestière pour concrétiser la participation des populations à la gestion forestière sont restés inactifs, jusqu'à leur revitalisation en tant que groupements de production dans le cadre du travail conduit par ICRAF.

Au moment de l'évaluation, les membres des Associations et Comités ne paraissaient pas plus informés que le reste de la population sur les questions relatives à la gestion et à l'utilisation des espaces forestiers, qu'il s'agisse de la possibilité d'acquérir des forêts communautaires ou des ZICGC, ou de celle d'intervenir lors des procédures de classement ou à l'occasion de la relecture imminente de la Loi Forestière, prévue pour février 2010. Une bonne proportion d'entre eux n'a pas été formée à la lecture des cartes.

En s'appuyant essentiellement sur des jeunes gens alphabétisés et parlant le français et en s'orientant davantage vers les activités sociales et productives, le Projet ne s'est guère branché sur les savoirs et valeurs constitutifs de l'identité Baka (la connaissance de la forêt, de la faune, de la flore, des équilibres écologiques...) ni sur ceux qui les détiennent: (chefs de chasse, "aînés", guérisseurs, femmes âgées...).

Indicateurs Objectivement Vérifiables

Les principaux résultats observés concernant la gestion et l'accès aux ressources et aux espaces forestiers sont les suivants.

• Dépôt d'une requête pour la procédure de classement, avec pour objectif de plaider pour une extension de la zone agro-forestière accessible aux populations. Ces requêtes ont été examinées en Commission en septembre-octobre 2008. La décision du Premier Ministre devrait tomber de façon imminente.

• Etude sur la chasse et étude sur les droits coutumiers en rapport avec la gestion forestière: La seconde étude en particulier débouche sur un ensemble de recommandations qui constituent autant de pistes pour l'action. L'étude n'a toutefois été finalisée qu'en septembre 2008 et n'a plus, à ce stade, été utilisée en tant que guide pour l'action.

• Obtention d'une partie de la Redevance Forestière Annuelle pour l'amélioration de l'habitat: A Djoum, la Mairie a accepté au cours des 3 années d'exécution du Projet, de consacrer une part croissante de la RFA à des actions bénéficiant aux communautés Baka. Concrètement, la construction d'une case avec toit de tôle est prévue dans 7 villages, et se trouve à des grades divers de réalisation.

Conclusions et enseignements issus de l'évaluation finale

- Les normes en vigueur entrent en contradiction avec l'identité d'un peuple se définissant comme peuple de la forêt, et qui en a été évincé.
- Une situation confuse prévaut en matière de droits et devoirs concernant l'accès à la forêt et à la chasse: droits méconnus, obligations ignorées, application différenciée et souvent arbitraire de la Loi (de tolérante à tatillonne), espaces de participation inaccessibles et non utilisés.
- Un résultat de grande portée du travail de plaidoyer du Projet: la perspective de faire reculer les limites des UFA au profit d'une extension de la zone agro-forestière accessible aux populations riveraines Bantoues et Baka.
- A partir de la 2^{ème} année d'exécution du Projet: passage au second plan du thème de la gestion des espaces forestiers et des droits de chasse, en dépit de l'objectif annoncé du Projet et de l'importance de ces thèmes constitutifs de l'identité Baka.
- La reconnaissance citoyenne des Baka peut être vue comme une première étape de création de conditions pour leur participation à la gestion forestière, - mais des contre-exemples existent, y compris au Cameroun, ou les avancées en la matière se sont passées de tels préalables.
- Complémentarité du travail de terrain et au niveau politique: besoin de nourrir le travail politique de la réalité et des expériences du terrain (recueillie par le biais de diagnostics, systématisations et capitalisations) et de répercuter et compléter le travail politique par du travail de terrain (au moyen d'actions de sensibilisation, formation et information des populations).

d. Par rapport à l'intégration économique équitable des populations pygmées (résultat 3)

Microprojets productifs: vers un début d'émancipation économique

Impact observé

• De chasseurs-collecteurs à vendeurs d'excédents et arboriculteurs

Les Baka sont des chasseurs-collecteurs qui, traditionnellement, ne pratiquent pas l'agriculture sédentaire. Les champs et plantations visibles à proximité des villages sont ceux des Bantous, les terrains accessibles au Baka se trouvant le plus souvent à une distance plus ou moins grande de la route et des villages.

Bien que dépositaires d'une connaissance intime des plantes de la forêt (leurs usages, les endroits où les trouver, leur cycle productif), les Baka ont toujours occupé dans les filières de commercialisation de ces produits (PFNL, Produits Forestiers Non Ligneux) une position subalterne. Passant de facto par le canal des Bantous, ils en étaient réduits à vendre les produits collectés à des prix le plus souvent dérisoires, ou encore à se voir payés en alcool ou en cigarettes.

Suite à l'activité des deux partenaires avec lesquels AGEFO a passé un accord de partenariat - le SNV pour promouvoir la participation des Baka dans les filières de commercialisation de PFNL, l'ICRAF pour les initier à la domestication d'espèces forestières sauvages, de petits groupes de Baka ont commencé à s'impliquer d'une part dans la vente directe aux consommateurs urbains de produits de la forêt (ndô ou mangue sauvage, njangsan..., qui donnent des condiments très utilisés dans la cuisine), d'autre part dans des activités (apprentissage du greffage, du bouturage, du marcottage, établissement de pépinières...) devant permettre la domestication et reproduction à proximité des cases/villages d'espèces forestières sauvages (ndô et njangsan, qui donnent des condiments, ebye, une espèce à usage rituel et pharmaceutique...) qu'on ne trouve normalement que dans la forêt. Ces activités constituent une façon de valoriser la culture Baka, de permettre sa survie et sa transmission et

de valoriser leur connaissance inégalée de la biodiversité et de la forêt qui constitue leur milieu naturel.

Dans les deux cas il s'agit d'évolutions novatrices, au point que les associations Baka de vente de PFNL se voient sollicitées par des Bantous pour l'écoulement de leurs propres produits, tandis que les nouveaux techniciens arboriculteurs Baka font l'objet d'avances afin qu'ils transmettent leurs savoirs à leurs voisins Bantous. *"Maintenant les Bantous ne se moquent plus de nous"*, témoigne un des Relais.

Au-delà de la génération de revenus (potentielle, dans le cas de la domestication des plantes sauvages, encore à un stade très initial), qui doit permettre une émancipation économique aujourd'hui contrariée par la prohibition de la vente de viande de brousse, ce sont aussi une série d'autres impacts ou impacts potentiels qui sont en jeu: auto-estime, valorisation externe, garantie d'approvisionnement de plantes utilisées rituellement ou à des fins thérapeutiques.

• **Emergence d'organisations économiques engagées dans des les filières productives**

Le SNV s'est appuyée pour son travail de développement des filières sur le dispositif mis en place par le Projet et plus spécifiquement sur les Relais et leurs associations.

Ces Associations recueillent les informations sur le marché en se référant au Système d'Information sur les Marchés, SIM, mis en place par le SNV, organisent la collecte des produits pour lesquels existe une demande, négocient avec les acheteurs. Les premières ventes groupées ont eu lieu en décembre 2008 et ont permis d'une certaine portée au regard de la très faible monétarisation de la société Baka.

ICRAF s'est de son côté appuyé sur les Comités Paysan Forêt pour commencer le travail de formation en vue de la domestication de plantes forestières sauvages. Cette activité en est encore à ses débuts, mais a donné une fonction à des Comités Paysans Forêt sans réel champ d'action jusqu'alors.

De façon immédiate, l'acclimatation de plantes dans les jardins de case doit permettre d'apporter une réponse à divers besoins des populations: alimentaires, rituels, thérapeutiques... A terme, elle devrait déboucher sur le développement d'activités commerciales et la génération de revenus, grâce à la mise sur le marché de plantes comestibles, condimentaires, pharmaceutiques, ornementales...

Même s'il s'agit de développements encore récents, non aboutis et non consolidés, toutes ces activités constituent pour leurs protagonistes une réelle innovation, dont ils sont justement fiers (*"Nous avons appris énormément de choses"*).

• **Monétarisation et menace potentielle sur les valeurs, la cohésion sociale et les intérêts collectifs**

Les micro-projets économique-productifs mis en place dans le cadre du Projet ont concerné un nombre limité de personnes. Les Associations Abaguéni et Abawoni comportaient jusqu'à il y a peu chacune 21 personnes, tandis que l'ICRAF avait formé en tout 35 personnes dont 30 Baka (9 femmes et 21 hommes). Les associations étaient en effet initialement composées des seuls relais (20 RP + 1 RC pour chaque organisation), qui, recrutés au départ en tant qu'interface entre AGEFO et les communautés, en sont ainsi de facto devenus les principaux bénéficiaires.

Le lien entre les Associations de vente de PFNL et les communautés qui en sont les pourvoyeurs n'est pas toujours clair, ni les règles concernant la redistribution des revenus provenant de la vente. Dans des communautés peu habituées à la circulation monétaire, la gestion de l'argent demande un véritable apprentissage. Le Projet n'a pas d'entrée de jeu suscité une réflexion sur cette question, ce qui a abouti à des dérives (conflits internes, augmentation de la consommation d'alcool...) qui avaient aussi résulté de la décision du Projet de rémunérer les Relais, sans consultation/information préalable des communautés.

La transformation en organisations de producteurs d'organisations appelées au départ à représenter les Baka, en particulier des questions telles que la gestion forestière, a contribué à faire passer cette préoccupation au second plan. Les organisations n'ont à cet égard pas de

vision claire de leur fonction. On observe ainsi que l'Association des Comités Paysans Forêt possède un "délégué à la production" et un "délégué au marketing", mais qui assume des responsabilités par rapport à la "*gestion des ressources forestières avec la participation des Populations Pygmées*"?

Modes de faire

- Conventions avec la SVN et l'ICRAF

Le travail du Projet sur les questions productives s'est fait par le biais des conventions signées avec le SNV (convention signée en mai 2008) et avec l'ICRAF (convention signée en septembre 2008).

Dans la pratique, l'aspect de partenariat et les mécanismes de coordination et de synergie établis par le Projet entre les partenaires sont restés limités. La gestion des domaines de recouvrement des activités du SNV et de l'ICRAF, qui toutes deux travaillent sur les PFNL, avec le risque de doublons ou d'incohérences, a été le fait de leur propre initiative, qui a permis de surmonter les problèmes apparus.

Les échanges à contenu méthodologique entre ces partenaires et l'INADES sont également restés limités.

Lorsque, de son côté, le SNV, consciente d'un certain nombre de problèmes apparus au niveau des communautés, a proposé de soumettre les modalités d'intervention du Projet à un regard anthropologique externe, la Direction du Projet a estimé que ce travail devait se limiter au seul volet mis en œuvre par le SNV, sans porter sur le travail du Projet en tant que tel.

- Recours aux dispositifs - relais, associations, comités - mis en place par le Projet

Le SNV s'est branchée pour ses activités sur les deux associations ABAHONI et ABAGUENI mises en place par AGEFO ainsi que sur celle - ADEBAKA - issue du projet PADES. Ces associations ont acquis une réelle fonctionnalité, en devenant des organisations de producteurs assurant le rassemblement et la vente des PFNL dont les communautés assurent la collecte.

L'ICRAF s'est basée sur les Comités Paysans Forêt promus par AGEFO pour identifier les personnes intéressées à être formées à la domestication des plantes. Une première formation a eu lieu en décembre 2008. Elle incluait une proportion significative de femmes (9 femmes Baka, 21 hommes Baka) de même que quelques Bantous (1 femme, 3 hommes).

AGEFO pour sa part a procédé à la distribution d'animaux d'élevage (chèvres, moutons) aux Relais, dont il était attendu qu'ils rétrocèdent les animaux nouveau-nés à leur communauté. Cette initiative a connu un succès mitigé, depuis un impact positif et la naissance d'un nouvel intérêt des Baka pour l'activité d'élevage, jusqu'au déclenchement de sérieux conflits internes ou des situations tournant court, lorsque le Relais a aussitôt revendu les animaux pour en tirer un revenu personnel.

- Appui à des microprojets

L'approche de terrain a constitué à financer des micro-projets visant d'une part la transformation et/ou la commercialisation des PFNL (appui du SNV), d'autre part la domestication/multiplication de PFNL (appui de l'ICRAF).

Ces appuis ont pris différentes formes:

- études préparatoires: analyse du contexte socio-politico-économique, analyse des filières, compréhension des systèmes agro-forestiers et de consommation des Baka...;

- actions de formation (à la gestion, la comptabilité, l'organisation; au greffage, au marcottage au bouturage; au traitement post-récolte et à la transformation...) et appui-conseil aux groupes-cibles. A noter que ces activités auraient certainement gagné en efficacité et efficience si elles avaient pu bénéficier de l'appui de "boîtes à images";

- fourniture d'équipement et de matériel (machines à concasser et à fendre, matériel de pépinière...);

- mise en place par le SNV d'un Système d'Information sur les Marchés (SIM) fonctionnant de façon très simple et accessible aux communautés et mettant en contact clients-acheteurs des villes et producteurs-collecteurs Baka;

- mise en place de fonds de roulement, judicieusement placés auprès d'une institution financière (la Western Union).

Le SNV a par ailleurs décidé de financer la présence sur place d'un "point focal" (assistant technique permanent à Djoum), une initiative très heureuse qui a permis de consolider le suivi des activités au jour le jour ainsi que de mieux faire remonter les informations vers Yaoundé, où le SNV (de même que les autres partenaires, INADES et ICRAF) sont basés.

- **Incorporation de Bantous aux activités**

Parallèlement à ses activités nouvelles dans le cadre et avec le financement d'AGEFO, le SNV poursuit son travail déjà entamé antérieurement avec des groupes Bantous, le groupe-cible avec lequel il travaillait déjà, avec d'autres fonds, avant de s'incorporer au Projet AGEFO.

Comme mentionné plus haut, l'ICRAF a incorporé quelques Bantous dans les formations sur la domestication des plantes.

Indicateurs Objectivement Vérifiables

- **Trois associations fonctionnelles, qui collectent et vendent des PFNL**

Les trois associations - ADEBAKA, ABAGUENI et ABAWONI - gèrent l'activité de collecte et vente de PFNL. Quatre ventes groupées ont eu lieu à ce stade (vente de ebye, ndô et kutu), en décembre 2008 et en janvier, avril et juillet 2009. Elles ont bénéficié à 12 villages et rapporté au total 263.000 FCFA (environ 400 €).

Jusqu'au moment de la clôture d'AGEFO (fin octobre 2009), les Associations ont bénéficié du soutien technique et financier du Projet, de même que les Relais qui en sont membres.

Elles sont déterminées à poursuivre leurs activités, mais leurs modalités de fonctionnement au-delà de la période du Projet n'ont pas donné lieu à une réflexion suffisamment approfondie ni à des mesures dans le cadre du Projet.

- **Un SIM - Système d'Information sur les Marchés - fonctionnel**

Le SIM fonctionne avec l'appui du FONJAC, une Fondation Camerounaise créée dans le but d'aider les populations forestières du Sud Cameroun.

Les Associations sont en communication avec le FONJAC, qui les informe sur la demande de PFNL à Yaoundé. Ces informations sont alors transmises aux relais et aux communautés par

radio, SMS ou formulaire imprimé. En fonction de la demande, les communautés peuvent alors collecter les produits pour lesquels existe une demande.

• **Deux pépinières-école, des jardins de case avec des semis, des plantations installées**

Il s'agit de réalisations récentes, qui ne donnent pas encore lieu à production.

La SFID (société forestière présente à Djoum et bientôt à Mintom) a d'ores et déjà indiqué son intérêt pour l'achat de plantules en vue de la reforestation avec des espèces indigènes.

Il s'agit d'activités prometteuses, pour autant que l'appui puisse se maintenir et la réponse des populations rester positive.

Conclusions et enseignements issus de l'évaluation finale

- L'apparition de nouvelles sources de revenus valorisant les connaissances et l'expertise des Baka en matière de plantes et de biodiversité crée les conditions pour une sédentarisation qui ne soit pas synonyme d'appauvrissement, de domination et de dévalorisation.
- Les deux partenaires associés au projet AGEFO ont commencé un travail prometteur, mais qui en est encore à ses débuts, surtout dans le cas d'ICRAF (nouvellement arrivé dans la zone, avec son projet de domestication de plantes sauvages), et dans une moindre mesure dans le cas du SNV (déjà présente dans la zone antérieurement au Projet avec un travail visant le développement des filières de PFNL avec la population Bantoue).
- La promotion de micro-projets ne concernant qu'une minorité de personnes, essentiellement les Relais du Projet, appelle une approche très prudente, non seulement sur le plan technique, mais aussi et surtout sur le plan sociologique et anthropologique, sous peine d'effets pervers.
- L'organisation des Baka a des fins de production ne remplace pas et ne devrait pas se substituer à un processus organisationnel et de représentation visant à permettre leur participation à la gestion des ressources et espaces forestiers, objectif annoncé du Projet et défi stratégique pour le pays et pour un peuple.
- Le défi des projets productifs concerne non seulement la génération de revenus au bénéfice d'un petit nombre, mais la contribution à la survie d'un peuple en tant que peuple, avec son identité propre, ses valeurs, ses connaissances, sa cosmovision.

e. Par rapport au renforcement des compétences des Organisations Intermédiaires et autres acteurs importants (résultat 4)

Développement organisationnel: représentation d'intérêts collectifs

Un certain nombre de nouveaux IOV (Indicateurs Objectivement Vérifiables) ont été ajoutés pour permettre de mieux mettre en lumière certains résultats importants. L'analyse des impacts observés du Projet renvoie aux Résultats attendus de celui-ci, tels qu'énoncés dans le Cadre Logique.

• **Terminologie.** S'agissant du Résultat 4, on a établi une distinction indispensable entre:

- d'une part, les "organisations" émanant des groupes-cibles (en anglais: "membership organisations"), qui font partie du groupe-cible du Projet et
- d'autre part, les "instances d'appui", gouvernementales (ministères techniques, pouvoirs décentralisés) et non gouvernementales (ONG ou "service organisations" en anglais) extérieures au groupe-cible.

De même, une distinction indispensable a été établie entre:

- d'une part, les instances d'appui (gouvernementales et non gouvernementales)
- d'autre part, les acteurs privés tels que la SFID ou les chasseurs sportifs et sociétés de safari.

Ces derniers ne sauraient en effet, de l'avis des consultants, être assimilés à des "organisations intermédiaires" ou des "instances d'appui".

- **Définition** On rappellera la définition communément admise du concept d'impact:

"Le concept d' « impact » se distingue de celui d' « efficacité », en ce que l'efficacité se réfère au degré de réalisation et de conformité avec les objectifs et résultats attendus, tandis que l'impact se réfère plus largement aux changements produits par l'intervention, positifs et négatifs, prévus et imprévus, cherchés ou non, directs ou indirects".

Impact observé

- **Emergence de dynamiques associatives**

Le Projet a vu la naissance de deux nouvelles Associations - ABAWONI et ABAGUENI - venues s'ajouter à l'Association ADEBAKA issue d'un projet antérieur PADES. Constituées au départ des Relais du Projet, elles se sont ouvertes plus récemment à de nouveaux membres.

En peu de temps, ces Associations ont évolué en organisations commerciales actives dans la filière de commercialisation des PFNL. Financées par le Projet en ce qui concerne leur fonctionnement et appuyées par le SNV dans le domaine technique, elles ont procédé aux premières ventes groupées, avec les étapes que cela suppose: information sur les marchés, négociation des prix, collecte du produit, éventuellement soumis à une première transformation, gestion d'un fonds de roulement.

Il s'agit là de résultats remarquables, d'autant que ce sont les premières expériences associatives dans une société traditionnellement peu structurée, peu portée à l'associativité et encore largement analphabète. Leur portée potentielle est énorme.

Plus fragiles sont les Comités Paysans Forêts (au nombre de 7) et l'Association de 2^{ème} degré qu'ils viennent de former. Ceux-ci en sont encore à un stade très préliminaire, qui ne permet pas de parler d'impact à proprement parler.

Compte tenu aussi de ce déséquilibre, la fonctionnalité des organisations reste à clarifier. Leur vocation est-elle d'être des organisations de producteurs, avec un nombre limité de membres, ou des organisations de représentation parlant au nom d'un groupe plus large, voire au nom de l'ensemble de la population Baka du Grand Djoum? Sont-elles appelées à devenir des organisations économiques, gérant des activités à finalité exclusivement ou principalement économique, ou des organisations à portée politique, canal pour l'expression de la voix d'un peuple, visant la participation - cfr le titre du Projet - et le plaidoyer?

Le manque de clarté à ce sujet traverse divers documents du Projet. On y retrouve l'expression du glissement déjà observé, depuis une stratégie dont l'objectif final visait les besoins stratégiques, vers une stratégie visant avant tout l'amélioration des conditions de vie.

- **Reconnaissance externe et auto-estime**

Les associations ont permis au Baka de se positionner vis-à-vis des Bantous, des autorités et d'autres acteurs externes.

Leurs représentants sont présents dans les espaces publics, assistent aux réunions des Plates-Formes ou du Comité de Pilotage du projet AGEFO, à des séminaires et ateliers, où ils prennent la parole. Les associations sont reconnues par les populations en raison principalement de leur rôle dans la filière des PFNL, mais aussi dans une bonne mesure seulement dans les limites de ce rôle. Elles sont courtisées par les acheteurs de PFNL car elles ont facilité l'approvisionnement des grossistes. Ce sont des évolutions aussi nouvelles que prometteuses.

Toutefois et outre les questions de fonctionnalité évoquées plus haut, elles ne permettent pas de faire entendre suffisamment la voix des femmes, qui y sont sous-représentées en dépit de leur rôle dans la société Baka, ni celles des dépositaires de la culture et des savoirs traditionnels/

• Un défi encore sans réponse: l'expression de la voix d'un peuple

A l'heure où s'achève le Projet, les Associations dépendent encore de celui-ci pour leur fonctionnement. Elles restent faibles, peu consolidées, et n'ont qu'un nombre limité de membres. Leur lien avec les communautés villageoises, auxquelles elles achètent les produits qu'elles commercialisent, ne sont pas clairs. Représentent-elles la communauté ("sont"-elles "la communauté")? Ou les communautés ne sont-elles que des clients-vendeurs, au même titre qu'elles ont par ailleurs des clients-acheteurs?

La réponse à ces questions a des implications concrètes, notamment en ce qui concerne la façon dont fonctionnent ou devraient fonctionner les associations, comment est géré l'argent, dans quel sens les aider.

Telles qu'elles ont vu le jour, les organisations sont peu ancrées dans la culture. Elles sont essentiellement composées de jeunes gens et se démarquent par plusieurs de leurs caractéristiques du fonctionnement et des valeurs propres à la société Baka, sur des aspects tels que la place réservée aux personnes âgées et d'âge mûr, le rôle des femmes, les valeurs communautaires, le rejet de l'accumulation, une cosmovision inspirée par l'intimité avec la forêt. Le risque est qu'elles favorisent une division des communautés et soient source de conflits. Un tel problème avait déjà été suscité par la décision (non concertée) de donner une rémunération aux Relais.

A ce jour, les associations sont perçues comme "des organisations d'AGEFO" - de même qu'ADEBAKA reste "une organisation du PADES" -, et non comme des organisations représentatives de la population. Or les Baka ont besoin d'être représentés s'ils veulent faire valoir leurs droits : droits en tant que peuple autochtone, droits en tant que peuple de la forêt, droits en tant que peuple à ce jour marginalisé mais aspirant à occuper une place dans la société nationale. Ils ont besoin d'être représentés s'ils doivent pouvoir jouer un rôle en ce qui concerne l'avenir de la forêt du Dja voire de la forêt d'Afrique centrale, la seconde en importance au niveau mondial, mais dont la survie est aujourd'hui menacée, et avec elle, les équilibres écologiques ainsi que la perpétuation de richesses écologiques, de connaissances, de formes de pensée et d'une biodiversité synonyme de la vie elle-même.

Modes de faire

• Approche-Relais

Afin d'accéder aux communautés, le Projet a eu recours à la désignation au sein de chaque village d'un (généralement jeune) Baka servant de "relais". Ces Relais Périphériques ou RP, au nombre de 40 (la mission n'a pas obtenu le chiffre de leur répartition par sexe), ont joué le rôle d'interface entre le Projet et les communautés villageoises.¹

Le dispositif est complété par le recrutement de deux relais dits "Relais centraux" (RC) incorporés dans l'équipe du Projet: 1 femme à Djoum et 1 homme à Mintom. Ces derniers, contrairement aux Relais Périphériques dont il est attendu qu'ils travaillent dans leurs communautés respectives, sont basés au bureau du Projet.

La fonction des relais est de diffuser l'information du Projet en direction des communautés et de faire remonter l'information venant des communautés vers le Projet.

Les Relais ont joué un rôle central dans le Projet, bien que délicat à gérer, à la fois sur le plan de leurs prestations personnelles et de leur rapport à leurs communautés respectives. Des problèmes se sont notamment posés lorsque le Projet a opté pour leur accorder une rémunération, non négligeable compte tenu du contexte

• Appui à l'organisation

Dans un premier temps et afin de faciliter son interlocution avec les Relais, le Projet a encouragé leur organisation en deux associations. De courroie de transmission entre le Projet et les communautés, ces associations se sont par la suite transformées, dans le contexte de la

commercialisation de PFNL, en organisations économiques, avec une fonction d'intermédiaire entre les communautés villageoises et les acheteurs externes. Récemment, elles se sont ouvertes à de nouveaux membres ne faisant pas partie des Relais.

Les Comités Paysans Forêt créés par le Projet à ses débuts ont pour leur part été la porte d'entrée pour ICRAF et ses activités dans le domaine de la domestication des plantes forestières sauvages.

Le Projet a appuyé ces organisations sur le plan technique, légal (personnalité juridique) et financier (fonctionnement). La désignation par le SNV d'un "point focal" a grandement facilité l'accompagnement au jour le jour.

• **SNV: Recours à une expertise anthropologique**

Consciente du caractère délicat de son travail particulièrement sur le plan organisationnel, le SNV a souhaité soumettre son approche au regard critique d'une experte en socio-anthropologie. Comme le travail du SNV était étroitement articulé aux modalités mises en place par AGEFO (approche-relais, organisations mises en place par le Projet), on eut pu s'attendre à ce que l'ensemble de ces dispositifs soit soumis à une réflexion critique, et pas seulement le travail spécifique du SNV sur les filières. Ceci n'a toutefois pas été jugé souhaitable par la direction du Projet.

La consultation a conclu sur un bilan nuancé : sur le constat, d'une part, des résultats impressionnants du travail sur les filières et des perspectives prometteuses sur le plan économique, mais aussi sur la nécessité d'une réflexion plus approfondie et d'un travail plus fin sur le plan sociologique, de façon à éviter les effets indésirables.

Indicateurs Objectivement Vérifiables

• **Deux nouvelles associations Baka**

Le Projet a vu la naissance de deux nouvelles organisations: ABAGUENI ("Cherchons") à Djoum et ABAWONI ("Changeons") à Mintom. Les deux associations sont déclarées auprès de l'Administration territoriale depuis août 2007, sous le régime associatif de la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 portant liberté d'association au Cameroun. Elles viennent s'ajouter à ADEBAKA ("Association pour le développement des Baka"), issu du Projet PADES. Les trois associations ont une personnalité juridique, des statuts, un bureau exécutif.

Initialement constituées des seuls RP et RC, ABAGUENI et ABAWONI ont commencé à admettre de nouveaux membres et sont ainsi passées de 21 membres chacune (20 RP et 1 RC) à 35 membres dans le cas d'ABAWONI (12 femmes, 23 hommes) et 32 membres (13 femmes, 19 hommes) pour ABAGUENI. Leur objectif annoncé est la promotion de la culture Baka, le développement économique, social et culturel et l'amélioration des conditions de vie des Baka, la vulgarisation et le respect des droits des Baka. Les structures d'animation sont mises en place et quelques réunions de fonctionnement ont déjà été tenues.

Les Comités Paysans Forêt sont au nombre de 7. Ils restent à ce stade peu connus des populations qui ignorent de façon assez généralisée leur fonction. L'association des Comités Paysans Forêt tenait sa première réunion pendant la mission d'évaluation. Elle est de naissance récente, qui coïncide avec l'achèvement du Projet.

L'émergence de ces organisations constitue un acquis important. Toutefois leur fonction reste à ce jour peu clair. Leur raison d'être est-elle avant tout technique/économique, ou aspirent-elles à jouer une fonction de plaidoyer? Vont-elles évoluer comme organisations représentant et défendant les intérêts de groupes de producteurs, ou ambitionnent-elles de pouvoir à terme se faire l'expression de la voix d'un peuple?

Si plusieurs organisations économiques peuvent parfaitement coexister au niveau local, la multiplication d'organisations de plaidoyer est par contre de nature à débiliter leur portée politique. Les organisations partenaires doivent garder ces questions à l'esprit et se concerter entre elles afin d'éviter de promouvoir l'émergence d'un trop grand nombre d'organisations répondant à des intérêts spécifiques, sous peine de débiliter une dynamique organisationnelle d'ensemble capable de parler au nom du peuple Baka du Grand Djoum.

• **Présence des organisations dans des espaces publics**

Les représentants des organisations Baka se sont fait peu à peu présents dans des espaces de concertation mis en place dans le cadre du Projet.

C'est ainsi que la participation aux Comités de Pilotage du Projet a évolué, depuis la présence d'un seul représentant Baka au premier CP, à la présence additionnelle des Relais Centraux et des Présidents des Associations aux derniers CP.

Les organisations participent aussi aux réunions des Plates-Formes inter-acteurs.

Il n'y avait par contre pas de représentants Baka lors d'une rencontre récente organisée par le Projet avec la SFID, malgré les enjeux, qui concernent les relations entre la SFID et les populations autochtone riveraines de ses UFA.

Conclusions et enseignements *issus de l'évaluation finale*

- Il existe un lien étroit entre le dispositif des "relais" mis en place par le Projet (sélection dans chaque village d'une interface entre le Projet et la communauté) et la dynamique organisationnelle, les associations nées comme résultat du Projet étant constituées pour l'essentiel de relais (42 personnes au total, jusqu'à récemment).
- De simple interface du projet AGEFO, les associations se sont transformées en acteurs économiques actifs dans la filière des PFNL. Elles permettent la défense des intérêts des communautés à l'heure de négocier les conditions de vente des PFNL.
- L'émergence d'organisations Baka dûment légalisées constitue un des résultats importants du Projet. Ces organisations bénéficient d'une reconnaissance externe au niveau local et en tant qu'acteurs dans la filière des PFNL.
- L'évolution des organisations existantes en instances capables de jouer un rôle dans la gestion des forêts et de faire entendre la voix des Populations Pygmées dans ce contexte reste un chantier encore à entreprendre.
- Les organisations en sont à un stade initial de développement. Elles restent dépendantes de l'aide extérieure. Leur ancrage culturel et social reste faible. Un risque de divisionnisme existe.
- Une concertation étroite entre les partenaires impliqués ou appelés à s'impliquer dans l'appui aux Baka est indispensable pour surmonter les risques identifiés.

2.4. Appréciation du déroulement de la mise en œuvre de l'Action

1. Contexte institutionnel imprécis : une grande proportion de mécanismes d'atteinte des résultats n'était pas disponible au début de l'Action et ont dû être développés au cours de celle-ci.
2. Approche méthodologique harmonieuse et innovante : en plus de l'analyse critique du DTF et l'élaboration de stratégies d'intervention, il faut citer l'élargissement du partenariat en tenant compte des opportunités et des adaptations possibles, le positionnement des partenaires locaux et des bénéficiaires au centre des activités.
3. Bonne corrélation entre objectifs, stratégies opérationnelles et activités à mener : le Document Technique et Financier(DTF) a été analysé et exploité pour énoncer des stratégies de mise en œuvre qui correspondent aux objectifs et aux activités inscrites. Ces dernières ont été suivies tout au long de la période d'exécution du projet. D'autres activités pertinentes et non programmées ont été inscrites et réalisées, à l'exemple de : la mise en place de la stratégie des relais centraux et périphériques ; l'organisation des mariages collectifs de couples Baka ; la stratégie des microprojets (MIP) comme outil de prise en compte des besoins de développement des villages Baka ; l'élargissement de la zone cible du projet de 15 à 36 villages ; l'approche de la domestication des plants pour

renforcer l'atteinte de l'objectif spécifique, la reconnaissance des associations et Comités Paysans forêt (CPF) comme Organismes Intermédiaires (O.I.) susceptibles de faire fonction d'organes d'interface avec les communautés pygmées Baka ; l'accompagnement des plates formes de développement dans les 3 arrondissements de la zone du projet, l'introduction des activités agricoles (approche de sécurisation foncière) et d'élevage (approche d'AGR et alternative au braconnage).

4. L'impact de ces stratégies sur les résultats du projet est qu'elles ont facilité l'implication aussi bien des bénéficiaires (Baka), que des autorités administratives, traditionnelles et d'autres partenaires à la mise en œuvre des activités ; contribuant ainsi significativement à l'atteinte des résultats. Elles ont permis également d'être assez flexibles et de procéder facilement aux réaménagements nécessaires pour un meilleur cadrage des activités.
5. Période d'exécution : toutes les activités programmées ont été réalisées au cours de la période inscrite dans la Convention bien qu'il faut être conscient que la durée limitée de mise en œuvre de l'Action ne permet pas de forcément faire aboutir toutes les dynamiques initiées.
6. Une équipe d'intervention compétente, composée en totalité d'assistants techniques locaux, complémentaire avec un noyau dur (chef de projet, superviseur technique, responsable administratif & financier, l'assistante administrative) engagé, soudé, volontaire et résolument tournée vers l'atteinte des résultats.
7. Tous les comités de pilotage se sont tenus aux dates programmées.
8. Malgré les difficultés au niveau de certaines procédures administratives, l'équipe d'intervention avec l'appui de la Représentation de Cotonou et de certaines missions ponctuelles du Siège, a su s'adapter en particulier à la fermeture du bureau de Yaoundé pour mener à bien les activités.
9. Des process et initiatives qui requièrent consolidation ont été développés ; par ailleurs un souci permanent d'une vision de durabilité a soutenu l'équipe du projet jusqu'à la fin des activités.
10. Résultats obtenus au-delà des indicateurs prévus dans le DTF malgré le contexte d'exécution difficile et expérimental.

En conclusion, il a fallu pour l'équipe du projet, mettre en place des approches méthodologiques concrètes, appropriées et réalistes qui ont permis d'avoir des effets dans un laps de temps relativement court.

2.5. Apport de l'Action pour les bénéficiaires et les groupes cibles

Pour les populations Pygmées Baka

L'Action a induit un changement fondamental dans l'émancipation des populations Bakas et leur perception par les Bantous, les autorités administratives, municipales et traditionnelles, grâce à leur implication active dans les activités du projet, l'acquisition/sécurisation des terres pour leurs villages, la délimitation de zones de ressources pour les populations Baka, la possession de pièces officielles, la garantie accordée à leurs unions grâce aux actes de mariage, la reconnaissance de leurs chefs de communauté et leur intégration dans le concert mixte des chefs traditionnels surtout à Mintom et dans le canton Zamane de Djoum, la reconnaissance officielle des associations et des CPF comme interfaces valables des communautés Baka..

Une école de vie, selon les mots de certains chefs des communautés car « AGEFO vient nous apprendre à améliorer notre cadre de vie par l'hygiène de l'environnement, des cases et des personnes ; la salubrité, l'amélioration de l'habitat, la réduction de certains excès comme l'alcoolisme et le tabagisme » ;

Réduction du sentiment de méfiance vis-à-vis des Bantus, et aussi un certain affranchissement de leur tutelle. Le Baka devient un citoyen à part entière : il a la terre, il possède sa carte d'identité nationale, le chef de communauté est Baka, il a le droit de parole dans les assemblées, les séminaires et certains organes de décision. « J'ai mon terrain et le Bantu ne peut plus rien me faire » dit un jeune Baka. L'amélioration de la position du Baka face à son voisin Bantu, une certaine dose de respect et moins de dépendance ;

Valorisation de leurs savoir-faire face à leurs voisins Bantu dans les filières de commercialisation des PFNL et la domestication des plantes ; une position privilégiée grâce aux connaissances reçues d'ICRAF, SNV & Fonjak.

Le renforcement de l'engagement des Baka dans l'exploitation des cultures pérennes (cacao, palmier à huile), le début de l'exploitation des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et le petit élevage (poulets, chèvres et moutons) pour eux-mêmes.

Dans l'ensemble, une prestation qui revalorise le Baka dans son environnement : « Le projet nous a appris à travailler beaucoup pour nous-mêmes au lieu de faire des « job » pour d'autres personnes, ceci afin d'avoir des conditions de vie meilleures ».

Anecdote : Lors d'un contrôle routier alors que les présidents des associations se rendaient à une AG du RACOPY à Yokadouma, le policier demande aux passagers de présenter leurs pièces officielles. Le président de Abagueni était fier d'exhiber sa nouvelle CNI informatisée récemment acquise. C'était un moment de grande fierté pour ce Baka « d'être en règle » comme les autres voyageurs.

Pour les Bantu et les SDE,

Malgré le fait que le projet avait pour cible principale les Baka, ils ont tout de même bénéficié du renforcement des capacités dans quelques domaines et d'un accompagnement stratégique pendant la préparation du classement des forêts du Dja et Lobo. En plus, ils pensent que la prestation a rendu les Baka plus « têtus » et indépendants.

Pour les partenaires locaux, la prestation est un exemple d'implication de tous les acteurs autour de la problématique des Baka dans la recherche des solutions pour l'autopromotion de ceux-ci. En même temps c'est comme une bouteille à moitié pleine, parce que le projet s'arrête au moment où l'on atteignait déjà la vitesse de croisière sur la question des plateformes de développement.

Elargissement de la bande agro forestière (dizaines de mètres) par le recul des limites des UFA : consensus de la réunion de la commission départementale sur le classement des UFA en fin septembre 2008 à Sangmélina. La signature du Premier Ministre est attendue pour officialiser les nouvelles limites : décision favorable aux 2 communautés.

Meilleure connaissance de la politique forestière au Cameroun et d'une approche plus appropriée (la MAPAPPY) dans leur interaction avec les populations pygmées.

La mise en place des plates formes de concertation pour le développement harmonieux des 3 arrondissements

2.6. Documents produits pendant l'action :

Tableau 3 : liste des documents produits cf. annexes 1, 2, 3, 4, 5.

N°	Titres	Période d'élaboration	Observations
Annexe 1 : Etudes préliminaires au démarrage du projet par l'UCP			
	Eudes de Base Etude complémentaire Etude de cas Yenkobi	Mars 2007 Avril 2007 Mai 2007	Etats des lieux de la zone du projet
Annexe 2 : Etudes/rapports par INADES FORMATION CAMEROUN			
1	Rapports ateliers de MAPAPPY	Djoum (juil.& oct. '07) ; Mintom (juin '08)	Equipe IFC
2	Inventaire et analyse des droits coutumiers des PP et des Bantu en rapport avec la gestion de la forêt	Septembre 2008	Equipe IFC
3	La réglementation sur la commercialisation des PFNL et son effet sur leur utilisation	Septembre 2009	Equipe IFC
4	Recherche sur les formes de GPRF entre les 2 communautés B& B	Septembre 2009	Appui conseil d'IFC, auteur Nongha Fossi
5	Rapports des ateliers d'orientation stratégique des 3 plates formes de Djoum, Mintom & Oveng	Djoum (mars'09), Mintom (avril '09) Oveng (mai '09)	Equipe IFC
6	Rapport DIRO pour UCP	Février '09	Equipe IFC
Annexe 3 : Etudes/rapports par SNV			
1	Analyse du cadre légal d'exploitation des PFNL au Cameroun	Décembre '07	Equipe SNV
2	Ateliers de diagnostic interne et de planification de 2 associations Baka	Abagueni (janv. 09) Adebaka (février '09)	
3	SIM2 Djoum (vente groupée)	Avril 2009	Equipe SNV
4	Analyse de l'approche Baka	Mai 2009	Maryvonne Bretin & al.
5	Inclusion sociale & économique des minorités Baka	Juin 2009	Equipe forêt SNV
Annexe 4 : Etudes/rapports ICRAF			
1	Rapports mission état des lieux	Décembre '07	Equipe ICRAF
2	Propositions aux décideurs locaux	Décembre '07	Equipe ICRAF
3	Formation en domestication des arbres locaux (Djoum)	Décembre '08	Equipe ICRAF
4	Analyse S-E & priorisation des espèces....Baka du grand Djoum	Janvier '09	Equipe ICRAF
5	Rapport visite d'appui	Avril-juillet '09	Equipe ICRAF

N°	Titres	Période d'élaboration	Observations
	technique		
6	Etude sur l'Ebaye	Octobre '09	Equipe ICRAF
7	Réunion avec des potentiels acheteurs des produits agro forestiers	Octobre '09	Equipe ICRAF
8	Visite d'échange	Octobre '09	Equipe ICRAF
9	Caractérisation des jardins de case	Octobre '09	Equipe ICRAF
Annexe 5 : Autres Etudes/rapports			
1	Etude sur la chasse villageoise	Novembre 2007	Par Osségué Achille
2	Participation à Promote 2008	Décembre 2008	Equipe UCP
3	Partenariat et sa mise en œuvre	Décembre 2009	Chef de projet
4	Etat des lieux des villages Baka	Septembre 2009	Equipe UCP
5	IOV en fin de projet	Décembre 2009	Chef de projet
6	Rencontre SFID et partenaires AGEFO	Octobre 2009	Chef projet & Epanda

2.7. Liste de tous les contrats dépassant 5000 Euros qui ont été attribués pour la mise en œuvre de l'Action (avec indication pour chacun d'eux du montant, de la procédure d'attribution suivie et du nom du cocontractant)

N°	Nature du marché	Montant en Euros	Procédure d'attribution	Nom du cocontractant
1	Fourniture d'1 véhicule pour le projet	29 997	Appel d'offre concurrentielle	Cameroon Motors Industries
2	Fourniture de 3 motos pour le projet	8 500		Cameroon Motors Industries
3	Mise en place d'un service de connectivité à large bande par satellite	13 579		Ipersat
4	Installation d'1 kit solaire pour suppléer aux coupures régulières d'énergie électrique à Djoum	4 954,59		IBC Maroua, Cameroun
5	Location d'1 Toyota Condor pour quatre (4) mois pour le bureau de Sangmélima	5 854		Ets PAT NICO
6	Cartographie des 36 villages Baka de la zone du projet	20 428		EIC Yaoundé
7	Evaluation à mi-parcours du projet	8 263		Tandem Laoumaye et Miegouem
8	Mission de contrôle de gestion mensuelle du projet	18 789		LEAS Consulting
9	Evaluation finale du projet	26 140		COTA asbl
10	Cabinet d'audit	34 450		Groupement 2AC/ Cabinet Thomas Mouende

2.8. Activités de suivi à la fin de la période de mise en œuvre de l'Action et mécanismes de durabilité

Les dynamiques enclenchées par l'Action vont se poursuivre grâce aux mécanismes suivants :

1. INADES FORMATION a obtenu de la Commission Européenne une subvention pour des actions dans la zone d'intervention du Projet AGEFO-Baka pour une durée de 3 ans à partir de 2010 : les associations Baka, les CPF et les plates formes de développement seront les acteurs clés de cette intervention ;
2. la SNV va continuer l'action sur la valorisation des filières des PFNL dans la zone jusqu'en décembre 2011. Une convention de collaboration a été signée le 30 janvier 2009 entre la SNV, une ONG locale FONJAK et les 3 associations Baka (ADEBAKA, ABAGUENI et ABAWONI). YEYE Baka d'Oveng sera également intégrée dans la convention ;
3. ICRAF va promouvoir le suivi des activités des Comités Paysans Forêts grâce à un projet qui démarre probablement au 1^{er} trimestre de 2010 ; la formation de 2 personnes ressources (accompagnateurs locaux, 1 Bantu et 1 Baka) a eu lieu en septembre 2009 ;
4. La SFID donnera un appui technique et logistique à la poursuite des activités liées aux résultats 2, 3, 4 dans le cadre des procédures de certification. L'agent de suivi des CPF a été recruté dans la cellule d'aménagement depuis le 1^{er} octobre 2009 et continuera à les accompagner après la fin du projet ;
5. Effets du dialogue intercommunautaire entre les Bantu et les Baka :
 - Encadrement des chefs de communauté Baka dans le conseil des chefs traditionnels à Mintom (COCTRAM) et dans le canton Zamane de l'arrondissement de Djoum ;
 - Encadrement technique des 4 villages Baka autour de l'exploitation des palmeraies par le chef de canton Zamane ;

Parmi les principales activités de suivi et consolidation nécessaires, on note :

- ✓ Renforcer l'insertion des chefs de communautés Baka dans les conseils des chefs traditionnels Bantu de la zone du projet, promouvoir les idéaux et principes de bonne gouvernance et de décentralisation au sein des 2 communautés ;
- ✓ Systématiser les rencontres périodiques des conseils de chefs traditionnels Bantu & Baka afin de créer des espaces d'échanges d'expérience et de résolution des problèmes dans les communautés, mécanisme utile pour aider les nouveaux chefs de communautés Baka à s'exprimer et à trouver des stratégies de renforcement de la cohésion sociale dans leurs villages ;
- ✓ Renforcer les initiatives qui consolident le dialogue inter communautaire comme principe de règlement des conflits entre les 2 communautés ;
- ✓ Rendre effectif la collaboration entre les OEC et l'ensemble des Relais centraux & périphériques afin d'étendre aux villages bantu de la zone du projet, l'expérience de collecte des données de base nécessaires pour l'obtention des pièces officielles dans les villages des 2 communautés (AN, CNI, AM) ;
- ✓ Encourager la mise en valeur par les communautés Baka elles-mêmes, des espaces ainsi concédés lors de la délimitation des terres, comme mécanisme de consolidation de la sécurisation foncière. Cette mise en valeur se fera par des champs de vivriers, des plantations de spéculations pérennes et des jardins de case avec les plants agro-forestiers issus des pépinières. L'impulsion apportée par les associations et les CPF pour soutenir cette tendance doit être soutenue et renforcée ;
- ✓ Plusieurs initiatives développées restent fragiles : nouveaux organes d'interface (associations, CPF), plate formes. Tous ces éléments importants pour la consolidation et la pérennisation des acquis du projet ont besoin d'accompagnement (cf. atelier de capitalisation de juin 2009) ;
- ✓ Accompagnement également nécessaire pour garantir une appropriation des effets sur une durée probable de 5 ans (cf. schéma de relais élaboré avec l'appui de la SFID et des autres partenaires) ;
- ✓ Coordonner l'effort et l'engagement manifesté par la SFID et les autres partenaires (IF, SNV, ICRAF) dans le cadre de la poursuite des activités dans la phase post projet ;

- ✓ Faire une liste d'initiatives et d'expériences réussies en vue de l'enrichissement du plaidoyer au niveau national (révision des politiques et lois en faveur des populations pygmées d'une manière spécifique et globalement en faveur des communautés riveraines des forêts) ;
- ✓ Capitaliser les conclusions et recommandations issues des différentes études menées par le projet pour les porter aux fora de discussion sur la révision en cours de la loi forestière de 1994 ;
- ✓ Organiser le jumelage des associations Baka avec des organisations du même type dans les autres régions du pays (ASBAK, CADDAP) pour un accompagnement spécifique culturellement plus acceptable et adapté aux besoins des communautés et des organes d'interface de la zone du projet ;
- ✓ Continuer les échanges d'expériences avec Mboscuda si possible avec l'appui du projet PAT du BIT ;
- ✓ Accompagner les plates formes dans la recherche de financements pour la mise en œuvre de leurs plans d'action stratégique;
- ✓ Rechercher des financements pour la mise en œuvre le plus rapidement possible du modèle de schéma de relais pour la consolidation des activités afin d'éviter une période d'interphase prolongée avec comme effet délétère de diluer ou de faire disparaître les acquis du présent projet ;

2.9. Actions transversales comme les droits de l'homme, l'égalité du genre, la démocratie, la bonne gouvernance, les droits des enfants et des peuples indigènes, la gestion durable de l'environnement et la lutte contre le VIH/SIDA

L'objectif spécifique de l'Action visait une contribution à la gestion durable de l'environnement.

Il a également contribué dans la reconnaissance des droits des peuples indigènes (pygmées Baka) et par ricochet œuvré à favoriser les droits de l'homme pour les minorités Baka de la zone du projet : acquisition des terres et sécurisation foncière, disponibilité des pièces officielles et sécurisation des mariages par des actes, valorisation de leurs savoirs faire dans les filières de PFNL et la domestication des plantes.

Le volet VIH/SIDA, l'hygiène et salubrité ont produit des résultats satisfaisants dans l'ensemble par un programme d'activités de prévention dans les villages Baka par des infirmiers pairs éducateurs sur la base d'une planification mensuelle de juin 2008 à septembre 2009. Dans le cadre de la dévolution, les 2 pairs éducateurs ont reçu des motos pour la poursuite de leurs activités.

2.10. Mécanismes de Suivi et Evaluation de l'Action

Le Comité de pilotage

Toutes les 6 sessions, selon les prévisions, se sont tenues à Djoum

N° d'ordre	1^{er}	2^{ème}	3^{ème}	4^{ème}	5^{ème}	6^{ème}
Dates	02/05/'07	29/11/'07	04/06/'08	05/11/'08	25/03/'09	13/10/'09

Il s'est réuni régulièrement et à chaque fois un suivi des recommandations émises a été effectué, ce qui a permis d'assurer la continuité dans les prises de décisions. Les membres du comité ont pleinement joué leur rôle dans un climat de bonne collaboration.

Le système de rencontres périodiques avec les partenaires d'exécution

La périodicité trimestrielle n'a pas pu être respectée, toutefois 06 rencontres ont été organisées.

N° d'ordre	1^{ère}	2^{ème}	3^{ème}	4^{ème}	5^{ème}	6^{ème}
Dates	12-	30/08/'07	05/11/'07	20/08/'08	26/08/'08	Janv.'09

	13/04/07					
Lieux	Djoum	Djoum	Yaoundé	Djoum	Mintom	Oveng
Observations	Atelier de lancement	Rencontre trimestrielle	Avec prestataires institutionnels	Avec acteurs locaux	Acteurs locaux et partenaires institutionnels	idem

Les critiques et commentaires ont été pris en compte par l'UCP pour faciliter l'exécution des activités; les suggestions et recommandations issues de la présentation des états d'avancement du projet ont contribué soit à réorienter l'action de l'équipe d'exécution soit à rendre plus effective la participation active des acteurs locaux et des prestataires de service engagés dans l'Action.

Le Comité Technique de Suivi (CTS) : janvier '09, mai '09

Son action s'est concentrée sur l'analyse de l'état d'avancement et l'identification des goulots d'étranglement entraînant un blocage dans la réalisation de certaines activités. Des propositions de solutions étaient énoncées et l'UCP élaborait un plan de mise en œuvre des recommandations avec les responsables du suivi (UCP, partenaires et acteurs locaux). Ce plan et le suivi étaient présentés ensuite au cours des comités de pilotage.

Les missions d'assistance technique ponctuelle

Des missions d'appui technique et de suivi de l'exécution du projet ont été effectuées par la CTB Bruxelles à plusieurs occasions :

Controlling par la CTB, du 06 au 07 avril 2008

Les objectifs étaient les suivants : appuyer la représentation dans la clôture des activités de la CTB au Cameroun ; développer une stratégie et des procédures de suivi des activités de la CTB après la clôture de la RESCAM (juin 2008)

A cet effet, le travail a consisté en la revue de la planification des activités, de la gestion administrative y compris des équipements, financière, à l'analyse des engagements et du partenariat. Dans le contexte du suivi du projet AGEFO sans structure CTB sur place : l'analyse et la proposition de mécanismes de mise en œuvre et de suivi; les jalons de la clôture du projet ont été élaborés.

En conclusion : tous les mécanismes de gestion du projet sans représentation locale de la CTB ont été élaborés de façon participative avec l'équipe d'intervention.

Appui technique ponctuel de la CTB par Claude Croizer en septembre 2008 et octobre 2009

Les objectifs étaient les suivants : utiliser les résultats de l'EMP pour élaborer avec l'UCP une note de cadrage/réorientation qui présente les actions proposées/décidées en réponse aux observations et recommandations émises; évaluer le respect de la programmation opérationnelle établie et la faisabilité de réaliser le projet dans les délais convenus; rencontrer les organisations partenaires, évaluer les relations de ces organisations avec le projet et la qualité (y compris respect du calendrier) de leurs interventions.

Les résultats de la mission : les principales remarques sur le rapport d'évaluation préliminaire faites tant au niveau du fond que de la forme, des propositions ont été énoncées à l'intention de l'équipe du projet, une programmation participative des activités a été élaborée suite à l'évaluation, l'état des lieux des partenariats a été dressé. La programmation a été respectée et le partenariat soutenu jusqu'à la fin du projet.

En conclusion : bon recadrage des activités suite à l'EMP et un travail de revue de la planification des activités pour les 18 derniers mois. Bonne exécution et contribution significative aux activités de capitalisation.

Appui technique des Services Internationaux de la CTB, du 21 au 27 mars 2009 Les objectifs étaient les suivants :

- apprécier l'état d'avancement du projet et ses perspectives et identifier les points nécessitant attention;
- apprécier les modalités de mise en oeuvre du projet, sur le plan opérationnel, administratif, financier et de la gestion des ressources humaines;
- participer aux travaux du 5^{ème} Comité de pilotage;
- prendre des mesures pour préparer le scénario de sortie du projet AGEFO;
- revoir le plan de clôture;

Atelier de capitalisation (juin 2009)

Les objectifs étaient les suivants : Permettre aux principaux acteurs (bénéficiaires, bailleurs, opérateurs) d'échanger ensemble sur les actions du projet pouvant constituer des acquis, de tirer des leçons de la mise en oeuvre des initiatives et de réfléchir sur des éléments de consolidation desdits acquis partagés.

Les résultats de l'atelier :

Pour les 4 principaux résultats du projet : une liste d'actions à consolider, des actions à envisager dans la durabilité, des leçons apprises, des difficultés et contraintes identifiées. Au terme des travaux des groupes, une liste de recommandations ont pu être formulées et intégrées dans un plan d'actions à court et moyen termes en direction de chaque acteur concerné par la problématique de développement du peuple Baka. C'est la feuille de route de SANGMELIMA de juin 2009.

En conclusion : Le projet a fait beaucoup d'efforts mais la logique de projet n'a pas permis d'aller plus loin. Voilà pourquoi, une recommandation forte se dégage, qui est celle de mettre en zone pygmée un **Programme et non un projet** au regard de la particularité des bénéficiaires et la lenteur avec laquelle chaque action prend corps au sein des communautés Baka. Le préfet s'est engagé à œuvrer en faveur de la création d'une école supérieure sous régionale à Sangmélima avec l'aide des bailleurs pour capitaliser la domestication des agro forêts.

L'Evaluation à Mi Parcours (EMP) en août-septembre 2008

Les objectifs étaient les suivants. Evaluation des activités de l'intervention pour la période allant du 1/1/2007 au 30/6/2008 : analyser le document de base du Projet ; examiner la planification du Projet ; rechercher la cohérence entre le DTF et les stratégies d'intervention développées par l'équipe du Projet ; évaluer le niveau d'exécution des activités pour la période couverte par l'EMP ; faire une analyse critique des indicateurs du DTF et leur niveau d'atteinte à mi-parcours ; identifier les forces et faiblesses dans la mise en oeuvre du Projet ; formuler de recommandations par rapport à la période restante du Projet.

En conclusion : Il est constaté qu'AGEFO est devenu un projet bien connu au niveau des acteurs locaux. Des efforts devront encore être faits pour se faire connaître par le grand public. Le projet envisagera de réaliser un reportage en partenariat avec CIRTEF.

Consolidation des acquis, scénarios de relais après-projet : un scénario de sortie est en préparation. Les grands contours ont été discutés pendant le comité de pilotage. Dans ce scénario de sortie, il peut être envisagé une petite antenne avec un facilitateur. Des moyens doivent être trouvés pour en financer le fonctionnement ; SNV, ICRAF et INADES FORMATION démontrent une réelle volonté de continuer leur suivi après le projet AGEFO. ICRAF a d'ailleurs confirmé son engagement d'appuyer les initiatives qui émergeraient au niveau des pépinières écoles.

Ces missions sont organisées par la CTB et leurs résultats et recommandations sont transmis et discutés au sein du Comité de Pilotage. Le projet a mis en oeuvre les principales recommandations

Les Audits : avril 2007 ; avril 2008, mai 2009 et décembre 2009

Les objectifs étaient les suivants : l'exécution des procédures convenues concernant le contrôle des dépenses du contrat de subvention passé entre la CTB et la Délégation de la commission européenne à Yaoundé concernant le projet intitulé « Action de Gestion durable des Forêts en

intégrant des populations Pygmées Baka (AGEFO-BAKA) objet de la convention de financement N°ENV/2006/114-075. Ce contrôle des dépenses a pour objectif de permettre à l'auditeur de vérifier que les dépenses déclarées par le projet AGEFO-BAKA dans le rapport financier relatif à l'action financée au titre du financement du contrat ont été réellement encourues (« réalité ») et sont précises (« exactitude ») et éligibles, et de soumettre au projet le rapport sur les procédures convenues qui ont été exécutées. L'éligibilité implique que les fonds qui ont été mis à la disposition par la subvention ont été utilisés dans le respect des termes et conditions du contrat de subvention.

Les contrôles internes mensuels de la comptabilité du projet : de juin 2008 à décembre 2009

Au terme des différents contrôles, il n'a pas été trouvé des faits susceptibles de compromettre la gestion du Projet ni sa continuité au regard des procédures du contrôle interne. Malgré la récurrence des anomalies et irrégularités, on a noté une nette amélioration dans l'ensemble au fil des mois. Des efforts étaient surtout demandés pour éviter les omissions ou des erreurs dans le traitement des pièces comptables et, d'autre part pour la mise en application des recommandations des différentes missions de contrôle.

Evaluation finale du projet en octobre 2009 : la mission est achevée, le rapport définitif est disponible.

Les principales recommandations de cette activité (cf. rapport de l'évaluation finale)

Les recommandations présentées dans ce chapitre renvoient aux défis analysés dans les chapitres antérieurs concernant principalement la pérennisation des acquis du Projet.

Dans un premier sous-chapitre (§ 5.1), elles sont mises en rapport avec les différentes dimensions d'impact analysées au chapitre 2. Elles sont ensuite reprise de façon synthétique et complétées (§5.2) en fonction du niveau de responsabilité duquel elles relèvent. Enfin un dernier sous-chapitre (§5.3) relève les mesures considérées comme devant être mises en œuvre de façon particulièrement urgente.

Mesures destinées à assurer la pérennisation des acquis :

(1) Citoyenneté: finalisation, officialisation, institutionnalisation

La consolidation des actions entreprises sur le terrain appelle un certain nombre de mesures de finalisation ou d'officialisation:

- distribution des pièces d'identité déjà établies mais encore détenues dans les services publics compétents; remplacement des cartes d'identité anciennes,
- adoption officielle des textes organiques des plates-formes, reconnaissance par l'Administration territoriale et institutionnalisation de leur fonctionnement effectif, avec les moyens nécessaires,
- finalisation, officialisation et distribution des procès-verbaux de démarcation des terroirs et finalisation et distribution des cartes de délimitation des terroirs respectifs des Bantous et Baka; auprès des services publics déconcentrés et centraux, y compris l'Institut National de Cartographie;
- multiplication et transfert des procès-verbaux de consultation et de désignation des chefs de communauté Baka auprès des autorités administratives locales et centrale; formalisation de la reconnaissance des chefs de communauté Baka par l'octroi de signes extérieurs reconnus par les populations: tenue, drapeau, cachet...
- institutionnalisation de l'affectation d'une partie de la redevance forestière annuelle à des réalisations socio-économiques dans les villages Baka.

(2) Gestion forestière: faire entendre la voix d'un peuple

La pérennisation de l'accès des Baka à la forêt et à la chasse repose, dans le contexte actuel, sur la participation effective au processus en cours de relecture de la politique, de la législation et de la réglementation forestière entreprise par le ministère en charge des forêts. Elle constitue une opportunité cruciale de plaider pour l'amélioration des modalités d'accès des Pygmées Baka à la forêt et à la chasse.

En attendant l'aboutissement de ce processus, une meilleure information et sensibilisation des Baka sur le cadre normatif actuel relatif à la gestion de la forêt et à la pratique de la chasse est indispensable, pour permettre aux Baka de jouir des droits qui leur sont reconnus et d'avoir une meilleure connaissance de ce qui est permis et de ce qui est interdit.

Le moment venu, il faudra s'assurer de diffuser l'information relative au décret de classement des forêts dans le département du Dja-et-Lobo et d'informer et sensibiliser les populations sur le nouveau zonage.

Aucun des partenaires actuels du Projet ne dispose d'expertise ni ne s'est investi dans la question de la participation des Baka à la gestion des espaces forestiers, objectif annoncé du Projet. Une sensibilisation sur ce thème s'impose, parallèlement à la recherche de nouveaux partenaires disposés à reprendre le flambeau et à offrir leur appui aux populations Baka.

De façon générale, les activités réalisées dans le domaine de l'accès à la forêt, de la pratique de la chasse, mais aussi de l'utilisation des produits de la forêt doivent être ancrées dans la culture Baka. Une sensibilisation s'impose à ce sujet, dans le but de veiller à ce que l'action dans ce domaine se fasse dans le respect des valeurs communautaires, des rapports inter-générationnels, du respect des "aînés" (kobos) et des femmes notamment âgées détentrices de savoirs (concernant les plantes, en particulier).

(3) Activités productrices: maintenir l'appui

Les Baka ne sont pas seulement intéressés par l'accès à la forêt et la pratique de la chasse. Ils ont aussi manifesté une adhésion réelle aux activités agricoles et agro-forestières, proposées par le Projet et ses partenaires, mais qui posent également des problèmes de pérennisation.

Compte tenu de leur rentabilité économique potentielle et de leur contribution à l'exploitation effective des terres agricoles affectées aux Baka, l'appui et l'accompagnement de ces activités restent nécessaires au double plan du transfert et de la diffusion de connaissances et savoirs scientifiques et techniques et du renforcement organisationnel.

Les connaissances mises à disposition des Baka sont assez nouvelles et spécifiques. Il faut maintenir l'appui pour garantir leur maîtrise et leur compréhension par les bénéficiaires et accroître leur capacité à les mettre en pratique dans le cadre d'activités individuelles ou communautaires.

L'approche organisationnelle des intervenants doit être ajustée et renforcée. Il est souhaitable de faire comme le SNV qui, pour se rapprocher des populations et faire un suivi de proximité, a établi un point focal à Djoum, chargé de suivre l'évolution quotidienne des activités, veiller au respect des orientations données et répondre aux sollicitations des populations.

Les intervenants devront aussi établir un cadre de rencontre, de discussion et d'échange, tant au niveau central, à Yaoundé, qu'au niveau local, à Djoum, pour partager les informations et les expériences et mettre en cohérence leurs approches et stratégies d'intervention auprès des bénéficiaires.

Le défi le plus important qui n'est pas encore abordé est celui de la gestion des revenus financiers des activités agricoles et agro-forestières. Des idées générales ont été avancées, mais elles ne sont pas encore assez structurées et codifiées pour aider les populations de gérer les revenus financiers pour l'amélioration de leurs conditions de vie et la lutte effective contre la pauvreté.

(4) Développement organisationnel: nombreux défis

La jeunesse du tissu associatif engendré par le Projet nécessite le maintien d'un dispositif d'appui, de suivi et d'accompagnement de proximité des associations, tant en matière de planification à court, moyen et long terme des activités que de construction et de gestion des partenariats avec les ONG et partenaires au développement, et d'élaboration de projets assortie de la recherche de financements.

Il faut rendre l'organisation au sein des associations plus simple et souple, intellectuellement compréhensible et accessible à toutes les couches de la population Baka, y compris les aînés sociaux (kobo), les femmes et les enfants, qui doivent être associés aux activités. Il faut, d'autre part, renforcer et consolider, de manière continue, les capacités techniques des gestionnaires des associations, notamment en matière de gestion transparente des fonds de roulement établis par le SNV, ou pour l'appui à la commercialisation des produits forestiers non ligneux.

La consolidation du développement organisationnel appelle aussi un travail en vue d'unir, d'intégrer ou de fédérer les dynamiques associatives. Il s'agit pour cela de former les gestionnaires et les membres des associations sur des thèmes d'intérêt collectif, en vue de l'élaboration et la mise en œuvre d'un plaidoyer politique sur la reconnaissance et la prise en compte de la spécificité culturelle Baka dans les politiques publiques, en particulier dans la gestion des forêts et des ressources forestières.

Des efforts sont aussi nécessaires pour éviter les conflits, compétitions et divisions entre les communautés Baka et entre les membres de différentes associations, notamment à Djoum, où coexistent deux associations, ADEBAKA et ABAGUENI.

(5) Structures d'appui étatiques et non gouvernementales: besoin de capitalisation

En l'absence d'un ancrage institutionnel formel du Projet au sein d'une institution publique ou privée camerounaise, le Projet a essentiellement développé des relations avec des ONG internationales comme ICRAF, INADES-Formation et le SNV et des structures administratives locales (sous-préfectures, postes forestiers, action sociale, tribunaux, mairies, etc.). Par contre, les relations avec l'administration et singulièrement avec le MINAS, chargé de la politique concernant les populations autochtones, ont été très limitées.

Du fait d'une clôture de Projet insuffisamment préparée, il s'avère indispensable d'organiser une concertation avec l'ensemble des partenaires afin de jeter les bases d'une stratégie cohérente d'intervention des différents organismes d'appui actifs dans la région. Une telle cohérence est indispensable pour éviter le risque d'effets pervers, notamment en matière d'approche organisationnelle, de gestion des relations intergénérationnelles et de genre, de monétarisation mal balisée de la société et des relations communautaires.

L'élaboration d'une telle stratégie devrait aussi garder à l'esprit ce qui constituait l'objectif central du Projet, et une aspiration fondamentale du peuple Baka, mais auquel n'est associé à ce stade aucun partenaire spécialisé. Il est important que les appuis dans des domaines spécifiques gardent à l'esprit cet objectif final et l'articulation possible et nécessaire de leur travail avec cet objectif final.

Il existe un besoin urgent de communication externe et de plaidoyer sur la base des résultats et des enseignements du Projet, en particulier auprès du MINAS, de qui relèvent les peuples autochtones, ainsi qu'auprès du MINFOF au niveau central, particulièrement dans le contexte de la relecture de la Loi Forestière.

Un tel travail exige au préalable l'élaboration de documents de capitalisation, qui mettent en évidence les enseignements du Projet en ce qui concerne les besoins, les aspirations et les potentialités du peuple Baka, en différenciant les différentes strates et composantes de la société, ainsi qu'en ce qui concerne les approches pratiquées par le Projet et ses partenaires et les enseignements qui peuvent en être tirés, tant positifs que négatifs.

Ces documents devraient également relever les thèmes ouverts, les questionnements, les problématiques insuffisamment abordées, comme la question du genre, celle des apports possibles des Baka à la gestion durable des espaces forestiers, celle de la problématique éducative.

2.11. Leçons apprises/capitalisation

Résultat 1 :

- ✓ Aborder la question foncière entre les deux communautés sous le couvert des autres thématiques qui les intéressent (le classement des UFA par exemple) est une excellente astuce;
- ✓ Cette thématique doit en même temps être un centre d'intérêt pour les autorités administratives locales dont le rôle est déterminant pour le succès des opérations ;
- ✓ Le dialogue intercommunautaire doit être poursuivi et renforcé surtout pendant la phase post projet ;
- ✓ Les communautés Baka ont intégré dans leur attitude envers les autres les enjeux de la citoyenneté ;
- ✓ Les associations sont des organes de mobilisation incontournables pour l'accompagnement des communautés à l'obtention des pièces officielles ;
- ✓ L'effet facilitateur de l'Action dans les communautés de l'harmonie relationnelle et la complicité fonctionnelle entre les Relais périphériques et les chefs traditionnels.
- ✓ Il faudra concevoir et mettre en œuvre un PROGRAMME (et non un projet) compte tenu de :
 - i. facteur temps plus long pour l'appropriation des actions par les OCB d'encadrement (Associations, CPF, PF) des populations cibles ;
 - ii. non-achèvement de plusieurs initiatives/processi en 2 ans de temps réel d'intervention, spécificité du contexte aidant ;
 - iii. la mesure dans le temps des effets visibles plus que les impacts;
 - iv. la consolidation nécessaire des acquis pour en assurer la durabilité.

Résultat 2.

- ✓ L'engagement formel des populations à contribuer à la réalisation des microprojets financés par la Mairie ;
- ✓ Les Baka peuvent se mobiliser pour suivre une formation sur la domestication et les techniques de multiplication végétative (bouturage, greffage et marcottage) ;
- ✓ Le Baka peut devenir formateur en matière de techniques de multiplication végétative et de conduite d'une pépinière ; il peut adhérer au concept de gestion durable de la biodiversité en domestiquant les arbres locaux et exotiques et en les cultivant dans les systèmes agro-forestiers ;
- ✓ Il est capable de diversifier ses revenus en devenant prestataire de services (formateur sur la domestication) et vendeur des plants.
- ✓ Il faudra maintenir le modèle pour assurer la durabilité organisationnelle pour le fonctionnement : (a) administratif et technique du Groupement de CPF à travers le renforcement des capacités technico-financières, (b) des CPF à travers le développement des AGR des paysans à partir entre autres des acquis du projet.
- ✓ En ce moment, le projet AGEFO devient comme un « bureau d'étude » au service du démarrage des activités du Groupement des CPF à travers la rédaction d'un projet dont le titre pourrait être : « Amélioration des revenus et développement des activités des Baka à travers le renforcement des capacités du GCPF au Sud et à l'Est Cameroun ».
- ✓ La préfecture de Sangmélina pourrait capitaliser les résultats à travers deux actions notamment en : (a) travaillant avec des spécialistes en économétrie (avec l'appui technique de ICRAF) pour écrire le modèle de gestion durable des forêts du bassin du Congo et d'une aire protégée (Réserve de la Biosphère de Dja) par les populations riveraines autochtones et locales, (2) créant avec l'aide des partenaires privés (ex. Compagnies forestières et minières) et les bailleurs de fonds (CEEAC, BAD, UE, etc.) une école supérieure sous régionale à Sangmélina ; elle sera spécialisée dans les nouveaux métiers liés à : la conservation et la valorisation de la biodiversité, le marketing des aires protégées, l'économie verte, le développement des activités génératrices des

revenus autour des aires protégées, des forêts et des exploitations du bois d'œuvre, le marketing des savoir-faire traditionnels, la valorisation des déchets des scieries...etc.

Résultat 3 :

- ✓ L'approche SNV s'intègre dans les savoirs traditionnels (PFNL) ;
- ✓ La SNV s'est rendue compte que travailler avec les Baka suppose la mise en route du principe d'engagement libre et l'information préalable des cibles ;
- ✓ Les communautés doivent être informées sur leurs rôles et responsabilités pour s'engager dans la filière et exercer le contrôle des associations ;
- ✓ Nécessité de revoir le rôle des associations vis-à-vis des communautés (organisation d'appui ou organisation de producteurs?), pour participer pleinement aux processus de leur développement, il faut un système de mandat des représentants des communautés des 36 villages (organisation horizontale).

Résultat 4 :

- ✓ La technique d'illustration (boîtes à images) favorise la compréhension et l'appropriation facile des messages véhiculés en milieu baka ;
- ✓ Les Baka sont capables de faire beaucoup de choses lorsque l'approche de travail utilisée avec eux est appropriée ;
- ✓ Nécessité de plusieurs séances de formation théorique et pratique pour que le Baka comprenne et s'implique dans l'intervention ;
- ✓ Nécessité d'un suivi de proximité, régulier, permanent pour appropriation des processus (ex : hygiène/salubrité, travail dans les villages) ;
- ✓ Nécessité d'une adaptation des stratégies de l'intervention qui tiennent compte du bas niveau d'éducation des relais qui ne permet pas l'exécution de certaines tâches telles que le remplissage de registre, le suivi des activités, un programme strict de travail qui ne prend pas en compte sa culture de périodes en forêts...etc.
- ✓ Nécessité d'une interface de confiance préalable pour se faire accepter afin de faciliter la communication, d'où l'importance de la supervision et du monitoring des activités ;
- ✓ La bonne marche des plates formes favorisera l'implication des populations en général et des Baka en particulier dans le processus de décentralisation et de développement local ;
- ✓ Les plateformes constituent des instruments pertinents, incontournables pour la prise en compte des intérêts des Baka puisque ces derniers sont représentés dans la plateforme et donc impliqués dans la prise des décisions ;
- ✓ Au regard des missions et objectifs assignés aux CPF et Associations, ils devraient pouvoir se positionner à l'avenir comme des organisations relais, les accompagnateurs devront ainsi prendre en compte les besoins en renforcement des compétences et mettre en œuvre les mécanismes de consolidation issus de la réflexion lors de l'atelier de capitalisation.

3. Partenaires et autres collaborations

3.1. Relations entre les partenaires formels de l'Action

Voir tableau 4 : les partenariats et leur mise en œuvre

3.2. Perspectives de ces partenariats

Voir tableau 4 : les partenariats et leur mise en œuvre

Tableau 4 : les partenariats et leur mise en œuvre

Partenaires	Mandat	Déroulement	Appréciation
INADES-FORMATION	Appui-conseil dans l'approche de communication avec les Baka (MAPAPPY) – au niveau stratégique et méthodologique pour l'intervention en milieu baka, formation en éducation à la citoyenneté ; renforcement des capacités des structures locales en MAPAPPY, orientation et planification stratégique, DIRO (UCP, Services Déconcentrés de l'Etat, plateformes de développement des 3 arrondissements...) et des organisations intermédiaires (associations, CPF); réalisation de boîtes à images spécifiques et imprégnation à l'utilisation ; réalisation d'études (inventaires des droits coutumiers et leur impact sur l'utilisation des ressources naturelles, réglementation PFNL et impact sur utilisation par les riverains...), appui conseil sur(étude sur la chasse villageoise, analyse des formes de GPRF entre les Bantu & les Baka) ; appui conseil de l'UCP.	Convention signée avec le projet depuis le démarrage du projet, planification élaborée et budgétisée pour les 15 prochains mois, activités en cours. Membre de RACOPY (plaidoyer). Partenariat bien conduit jusqu'à la fin du projet. Perspectives de poursuite des activités dans le cadre d'un financement de la DCE pour 3 ans (Djoum & Mintom)	Partenariat constructif et efficace, bonne expertise, bonne disponibilité, qualité des intervenants. Bonne perception par les partenaires locaux (autorités administratives, traditionnelles et communales ; idem pour les populations cibles (relais, associations, communautés)
SNV (Service Neerlands de développement)	Accompagnement pour l'organisation des filières de commercialisation des + Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) ; mise en place du SIM ; renforcement des capacités des organisations intermédiaires (Comités Paysans Forêts, associations...) ; exploration du cadre légal d'exploitation des PFNL et comment le rendre plus adapté aux besoins des riverains (avec le CIFOR/CIRAD, FAO...) ; accompagnement de 15 GIC bantu dans leur intégration aux filières des PFNL ; réalisation d'études (cadre légal d'exploitation des PFNL, étude de base sur la production des PFNL et l'utilisation des revenus par les ménages Baka du Grand Djoum, analyse des approches de la SNV dans l'organisation des filières PFNL avec les populations Baka de la zone de Djoum/Mintom, mai 2009)	Convention signée en mai 2008, mise en oeuvre début août 2008 jusqu'à la fin du projet; facilitation de l'approche filière par le SIM ; Elargissement de l'assiette des PFNL à + produits exploités, processus en cours pour le poivre sauvage. Présence d'un point focal comme élément facilitateur de l'accompagnement des associations. Bonnes perspectives : poursuite des activités jusqu'en 2011 avec la convention signée en janvier 2009 entre SNV, une ONG locale FONDJAR et les 3 associations Baka mais aussi prise en compte de la 4 ^{ème} à Oveng.	Partenariat positif : mise à disposition des outils de gestion simples et adaptés aux bénéficiaires du projet. Bonne expertise ; introduction d'une technique facilitant l'exploitation de la mangue sauvage (ndo'o) à travers une machine à fendre qui a été distribué dans tous les villages Baka et à 13 GIC bantu. Bonne collaboration avec les communautés Bantu & Baka. Prise de conscience tardive des effets bénéfiques de cette collaboration par les autorités locales et les communautés Bantu, champ à exploiter à partir de 2010.
ICRAF (International Center for Research and Agroforestry)	accompagnement des communautés Baka (et bantous) dans l'amélioration de la production agricole, mise place des pépinières de plants améliorés, des jardins de case, de la domestication des produits agro-forestiers, des recherches socio-économiques sur les espèces les plus utilisées et les filières de commercialisation	convention signée en septembre 2008, mise en oeuvre à partir de décembre 2008 seulement, suite à des lenteurs de procédures administratives. Mise en oeuvre admirable avec beaucoup de professionnalisme. Interventions sont rapidement devenues d'un grand intérêt pour les 2 communautés riveraines. Perspectives d'encadrement des CPF et des communautés Baka à partir de janvier 2010 par un nouveau projet.	Expertise et professionnalisme, pragmatisme, études d'un intérêt commercial pour toutes les communautés. Bonnes propositions concrètes aux autorités des arrondissements et du département lors de l'atelier de capitalisation de juin 2009.
ECOFAC (Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale)	collaborations ponctuelles sur la gestion durable des forêts (renforcement des CPF...). ECOFAC intervient comme formateur, prendra ensuite le relais quand ses activités reprendront dans la zone. L'UCP compte également travailler avec ECOFAC dans le cadre de la mise sur pied d'une zone d'extension contractuelle de droits d'usages à l'intérieur de la réserve du Dja pour les Baka. C'est une action pilote, dans le cadre des dérogations pour les communautés Baka, qui pourra être éventuellement être dupliquée.	l'argumentaire sur la mise sur pied de ces zones a été réalisé par l'UCP et a été transmis aux responsables d'ECOFAC, plusieurs rencontres avec la hiérarchie n'ont pas été suivies d'actions concrètes. Les études préliminaires sur la mise en place de la zone ont été menées à Bi, Mintom, transmises à ECOFAC sans suite favorable. Pas de perspective post projet.	initiative pilote, partenariat initié par le projet, bons contacts initiaux sans réelle concrétisation par la suite. Gâchis important car existence d'une synergie théorique des 2 documents de projet. Toutefois une lueur d'espoir peut représenter le fait que l'AT1, Epanda Manfred est lié à ECOFAC comme consultant depuis novembre 2009.
WWF (World Wildlife Fund for Nature)	renforcement des capacités des CPF, des plate-formes, accompagnement pour la mise en place de la plate-forme de Mintom	pour la plate-forme déjà une cession réalisée, appui logistique, financement conjoint des ateliers de la plate-forme ; résultat de la collaboration en-dessous des attentes de la direction du projet.	assurera en partie la durabilité car le WWF est dans la zone depuis et pour longtemps, acteur clé au niveau local, aura de plus en plus de responsabilité dans ce domaine. Peu de vision de sa participation à ce projet.
BIT (Barreau International du Travail)	renforcement des capacités des associations Baka, a contribué dans le financement de certains micro-projets (visites d'échanges avec l'association des Mbororo, atelier de feedback des activités menées par les associations avec appui du BIT) ; échanges d'outils de travail (ex : boîtes à images) ; participation des Baka de la zone du projet à l'organisation des JIPA	3 ateliers organisés par le BIT auquel AGEFO a envoyé des responsables d'association baka, Pas de perspectives pour le moment à l'horizon post projet	partenariat de courte durée, collaboration informelle dans la mise en oeuvre mais très fluide et enrichissante pour les associations. Complémentarités réelles sur le terrain à poursuivre si possible.

Partenaires	Mandat	Déroulement	Appréciation
EIC (Environnement Informatique Communautaire)	prestataire de services pour la cartographie participative dans 36 villages Baka.	Achèvement avec production de 37 cartes de ressources. L'UCP a multiplié les copies pour les villages et les autorités locales Bantu et Baka.	Bonne collaboration, travail appréciable. La SFID et ICRAF ont sollicité des copies pour les exploiter en faveur des communautés Baka.
PNDP (Programme National de Développement Participatif)	concertation des activités pour éviter les répétitions, car synergie importante entre les 2 interventions 4 des 5 volets du PNDP en cours de mise en œuvre par AGEFO BAKA. Les 2 appuient les plates formes de développement des arrondissements. Partenaire majeur pour la zone d'Oveng	Les approches de mise en œuvre se sont opposées pendant 18 mois malgré des perches tendues par AGEFO : réunion d'harmonisation à Ebolowa, invitation aux rencontres des partenaires, participation au comité de suivi du PNDP, plusieurs appels à l'harmonisation.	Seule action complémentaire : 469 CNI pour les Baka facilitées par le PNDP. Le programme est tjrs actif dans la zone dans la phase post-projet, espoir d'être actif pour appuyer les plans stratégiques des plates formes.
SFID (Société Forestière et Industrielle de Doumé)	Unités Forestières d'Aménagement, formation des membres des CPF, leur implication dans la gestion des UFA, souhait de signer une convention avec la SFID, rentre dans la réflexion globale sur la future certification de la SFID.	AGEFO a facilité le recrutement de 2 Baka et l'agent de suivi des CPF dans la cellule d'aménagement de la SFID, implication dans la mise en place de la plate-forme de Djoum et dans son fonctionnement (recherche de financement) – convention élaborée mais non signée entre SFID et CPF. Perspective demeure de la poursuite de certaines activités du projet par ce partenaire.	partenaire important pour les Baka dans la gestion des forêts (droit d'usage agricole dans les UFA) et le prélèvement des ressources. Désir réel d'encadrer les CPF comme facteur facilitateur de sa certification. Appui dans la mise en place des pépinières villageoises dans les cantons Bantu et villages Baka.
CAM-IRON (Société minière Australo-Camerounaise pour l'extraction du fer)	partenaire potentiel, très important car intègre une préoccupation pour les populations autochtones, plan spécifique de développement pour les Baka, dispose aussi de moyens financiers importants qui pourraient aider au financement les activités de la plate-forme de Mintom	Collaboration potentielle sans concrétisation réelle jusqu'à la fin du projet à cause de la crise financière, reprise lente des activités en septembre 2009.	Rien que l'espoir de concrétisation des contacts préliminaires.

3.3. Relations développées avec les autorités étatiques et influences sur l'Action

Autorités administratives locales :

Tout au long de la période d'exécution, les autorités administratives locales impliquées dès le lancement officiel du projet ont facilité plusieurs processus et ont vu leurs capacités renforcées à travers les formations offertes par le projet. Ils ont joué un rôle important dans la mise sur pied des plates formes de concertation et de développement dans les arrondissements de Djoum et de Mintom. Les rencontres entre les partenaires locaux et le projet ont été organisés de façon rotative dans chaque arrondissement de la zone du projet sous la houlette des autorités administratives et communales.

La Mairie de Djoum en acceptant le financement de sept micro-projets pygmées Baka sur financement de la Redevance Forestière Annuelle a permis ainsi aux Baka de bénéficier pour la première fois des revenus issus de l'exploitation forestière dans l'arrondissement de Djoum. Les négociations avec les communes des 2 autres arrondissements n'ont pas abouti à des actions concrètes au moment où le projet arrive à son terme. A Oveng, le micro projet élaboré par le projet a été retenu par la mairie qui attend les fonds pour la mise en exécution alors qu'à Mintom, les fonds sont attendus pour la construction de 5 puits dans les villages Baka.

Autorités traditionnelles locales :

Les activités de démarcation des villages pygmées Baka, la reconnaissance des chefferies pygmées Baka, ont été rendues possibles grâce à la participation active des chefferies traditionnelles Bantu de 2^{ème} et de 3^{ème} degré, notamment celles de l'arrondissement de Mintom et du canton Zamane de Djoum. Sur les autorités traditionnelles reposent les espoirs de consolidation des relations entre les communautés Bantu et Baka. Déjà les chefs des communautés Baka reconnus font partie intégrante du conseil des chefs à Mintom (COCTRAM) et dans le canton Zamane. Des rencontres périodiques sont programmées, fora d'encadrement pour les nouveaux arrivés (chefs Baka). Le chef de canton Zamane assure l'encadrement technique des 4 villages Baka où des palmeraies ont été développées.

3.4. Liens développés avec d'autres acteurs

ECOFAFAC : AGEFO-Baka et ECOFAFAC sont engagés dans la création d'une « zone d'extension contractuelle des droits d'usage » pour les pygmées Baka. C'est une prescription du plan d'aménagement de la Réserve de Biosphère du Dja dans un contexte où les pygmées se retrouvent à certains endroits privés des ressources fauniques dont ils dépendent pour leur survie. Les négociations ont trainé sans parvenir à un aboutissement définitif à la date de clôture de l'Action.

WWF : AGEFO-Baka et le WWF sont impliqués dans l'accompagnement de la plate forme de Mintom et le suivi des Comités Paysans Forêts Baka de Mintom. C'est la zone du massif forestier Ngoyla-Mintom qui fait partie de l'espace TRIDOM.

Société Forestière et Industrielle de la Doumé (SFID) : AGEFO-Baka négocie actuellement une convention entre la SFID et les Comités Paysans Forêts pygmées Baka pour une plus grande implication des pygmées Baka dans la gestion des UFA dont ils sont riverains. Négociations toujours en cours avec la fédération des CPF. La porte est encore ouverte pour un consensus entre la SFID et les CPF, l'appui de INADES FORMATION sera facilitatrice.

3.5. Liens développés avec d'autres actions

BIT : le projet a travaillé avec ce partenaire dans le cadre du renforcement des capacités organisationnelles des associations autochtones Baka, le renforcement du plaidoyer en faveur des populations pygmées. Dans ce contexte, 2 voyages d'échanges avec l'association des Mbororos « Mboscuda » ont eu lieu en 2009 ; plus le financement d'atelier de restitution des activités menées par ABAGUENI en octobre 2009.

3.6. Si votre Organisation avait déjà reçu une subvention de la CE en vue de soutenir le même groupe cible, dans quelle mesure cette Action a bâti sur ou compléter l'Action précédente :

Aucune subvention précédente

3.7. Coopération avec les autorités contractantes

Très bonne, harmonieuse, sans nuage tout au long de l'Action. La DCE était toujours intéressée à recevoir des informations les plus complètes possibles et la direction du projet trouvait d'une manière permanente des interlocuteurs intéressés, disponibles et chaleureux. Nous avons beaucoup apprécié ce climat de travail motivant et stimulant. Collaboration exemplaire à notre avis.

4. VISIBILITE

La visibilité de la contribution UE à l'Action a été assurée tout au long du projet au travers de multiples actions :

- a) Depuis le démarrage du projet, l'UCP est restée très attachée au respect des principes de la visibilité.
 - ✓ Insertion du drapeau de l'Union Européenne dans tous les documents du projet : dépliants, comptes-rendus et rapports ;
 - ✓ Confection des plaques du projet avec respect des clauses de visibilité (place du logo sur les plaques...) ;
 - ✓ Confection d'un logo du projet faisant ressortir les 12 étoiles de l'Union Européenne ;
 - ✓ Affichage du drapeau de l'Union Européenne dans tous les événements du projet ;
 - ✓ Respect de la clause de non responsabilité dans la conception du site web: www.agefo.eu
- b) Insertion d'articles sur le projet dans le journal « La Voix du Paysan »,
- c) Participation du projet à plusieurs événements importants: séminaire de la DCE avec ses partenaires en octobre 2008, participation très originale du projet à Promote 2008 en décembre de la même année, organisation de 3 journées internationales des peuples autochtones à Djoum (1 fois) et Mintom (2 fois).
- d) Développement d'un site web (www.agefo.eu);
- e) Organisation d'un atelier de capitalisation à Sangmélima en juin 2009 ;
- f) Reportages documentaires : l'un de 26 min sur le projet par CIRTEF, un autre, (1 DVD de 58 min) sur la célébration de mariages de couples Baka (23) dans l'arrondissement de Mintom.

La participation du projet à Promote 2008 : quelques grands échos de l'événement

1. *Attitude décomplexée des Baka* : face à une dizaine d'organes de presse, ils ont répondu sans complexe ni frayeur à plusieurs questions orientées sur leur mode de vie, la scolarisation, les questions foncières, la santé, l'émancipation des jeunes, l'avenir des associations. Tout cela a émerveillé le public ; Mvondo Parfait s'est confié au journal «Mutations» en déclarant : «Mon plus grand plaisir c'était de recevoir la visite des personnes qui s'intéressent vraiment à ce que nous faisons. Elles sont impressionnées par nos objets d'art. Ceux qui en ont besoin passeront des commandes».

2. *L'intérêt des médias* : Au moins treize (13) organes de presses nationales et internationales ont consacré leurs colonnes au « Village Baka » : chaînes de télévision, stations de radio, la presse écrite ; un réel déploiement des médias. Reportages, zooms, commentaires, enquêtes, interviews sur le peuple pygmée ont meublé les colonnes. Tout ceci a contribué à la réalisation d'un des objectifs de la présence des Baka à PROMOTE à savoir, permettre au public de mieux connaître ce peuple de la forêt et par conséquent briser les tabous et préjugés entretenus sur eux.

3. *Le besoin croissant en informations sur les pygmées Baka* : Au moins 2000 visiteurs accueillis dans le «Village Baka » : ils étaient de toutes les catégories et couches sociales (chercheurs, étudiants, anthropologues, élèves, familles...etc.) à s'interroger sur ce peuple comme en témoignent les observations et suggestions faites dans le livre d'Or de PROMOTE. Certains, au terme de la visite, proposent une réécriture de l'histoire des pygmées puisqu'ils s'aperçoivent qu'ils ne sont pas exclusivement des gens de « petite taille ». Les visiteurs ont aussi remarqué l'immensité de leurs valeurs et richesses culturelles. Les plants agro forestiers, les produits forestiers non ligneux et les plantes médicinales ont permis d'apprécier l'harmonie que ce peuple entretient avec la forêt.

4. Quelques témoignages des Baka

MBELI Alphonse (RP qui a joué le rôle de Chef du village) : «J'ai été très surpris de la volonté des visiteurs à vouloir tout savoir sur nous. Preuve que notre histoire est peu connue et mal enseignée. Plusieurs visiteurs nous donnaient rendez-vous même après les heures de fermeture ; c'étaient des chercheurs, des étudiants. PROMOTE nous a permis de découvrir un autre monde, celui des grandes entreprises. Nous avons rencontré des gens intéressés par notre pharmacopée, par l'agro foresterie et les PFNL. Il faut simplement s'organiser »

MEPOLO Etienne : « L'expérience a été enrichissante et notre absence aurait été un grand préjudice pour les pygmées. L'occasion était propice pour un plaidoyer en notre faveur ».

Nom de la personne contact pour l'Action : Sven HUYSSSEN

Signature: Localité: Cotonou

Date de soumission: Date d'envoi du rapport: 21 juin 2010

LISTE DES ANNEXES SUR CD-ROM

Liste des documents produits

N°	Titres	Période d'élaboration	Observations
Annexe 1 : Etudes préliminaires au démarrage du projet par l'UCP			
	Eudes de Base Etude complémentaire Etude de cas Yenkobi	Mars 2007 Avril 2007 Mai 2007	Etats des lieux de la zone du projet
Annexe 2 : Etudes/rapports par INADES FORMATION CAMEROUN			
1	Rapports ateliers de MAPAPPY	Djoum (juil.& oct. '07) ; Mintom (juin '08)	Equipe IFC
2	Inventaire et analyse des droits coutumiers des PP et des Bantu en rapport avec la gestion de la forêt	Septembre 2008	Equipe IFC
3	La réglementation sur la commercialisation des PFNL et son effet sur leur utilisation	Septembre 2009	Equipe IFC
4	Recherche sur les formes de GPRF entre les 2 communautés B& B	Septembre 2009	Appui conseil d'IFC, auteur Nongha Fossi
5	Rapports des ateliers d'orientation stratégique des 3 plates formes de Djoum, Mintom & Oveng	Djoum (mars'09), Mintom (avril '09) Oveng (mai '09)	Equipe IFC
6	Rapport DIRO pour UCP	Février '09	Equipe IFC
Annexe 3 : Etudes/rapports par SNV			
1	Analyse du cadre légal d'exploitation des PFNL au Cameroun	Décembre '07	Equipe SNV
2	Ateliers de diagnostic interne et de planification de 2 associations Baka	Abagueni (janv. 09) Adebaka (février '09)	
3	SIM2 Djoum (vente groupée)	Avril 2009	Equipe SNV
4	Analyse de l'approche Baka	Mai 2009	Maryvonne Bretin & al.
5	Inclusion sociale & économique des minorités Baka	Juin 2009	Equipe forêt SNV
Annexe 4 : Etudes/rapports ICRAF			
1	Rapports mission état des lieux	Décembre '07	Equipe ICRAF
2	Propositions aux décideurs locaux	Décembre '07	Equipe ICRAF
3	Formation en domestication des arbres locaux (Djoum)	Décembre '08	Equipe ICRAF
4	Analyse S-E & priorisation des espèces....Baka du grand Djoum	Janvier '09	Equipe ICRAF
5	Rapport visite d'appui technique	Avril-juillet '09	Equipe ICRAF

N°	Titres	Période d'élaboration	Observations
6	Etude sur l'Ebaye	Octobre '09	Equipe ICRAF
7	Réunion avec des potentiels acheteurs des produits agro forestiers	Octobre '09	Equipe ICRAF
8	Visite d'échange	Octobre '09	Equipe ICRAF
9	Caractérisation des jardins de case	Octobre '09	Equipe ICRAF
Annexe 5 : Autres Etudes/rapports			
1	Etude sur la chasse villageoise	Novembre 2007	Par Osségué Achille
2	Participation à Promote 2008	Décembre 2008	Equipe UCP
3	Partenariat et sa mise en œuvre	Décembre 2009	Chef de projet
4	Etat des lieux des villages Baka	Septembre 2009	Equipe UCP
5	IOV en fin de projet	Décembre 2009	Chef de projet
6	Rencontre SFID et partenaires AGEFO	Octobre 2009	Chef projet & Epanda